



RAPPORT D'ÉVALUATION

Association Entr'actifs
Maison du conseil Général
785, route de Saint Jean
38500 Voiron
Tel : 06.80.98.88.92
Mail : entractifs@laposte.net

Guillaume Gourgues (Doctorant en science politique – PACTE / IEP Grenoble)
Ouassim Hamzaoui (Doctorant en science politique – PACTE / IEP Grenoble)

Mai 2009

Table des Matières

Introduction	3
1) Entr'actifs : fondations et ambitions d'une association citoyenne.....	4
2) Evaluer : Pourquoi et comment faire ?	9
3) L'« expérience plébéienne » : les ramifications d'une hypothèse	14
a) Les quatre questions aporétiques	16
_ Le Chef	16
_ La division du groupe et la hiérarchie	19
_ Le rapport à l'extérieur	20
_ Les règles d'appartenance au groupe	23
b) L'espace entre les hommes	24
_ L'atelier du prochain	25
_ L'atelier du citoyen	27
c) La plèbe non prolétarisée	28
d) La politique de l'espace propre	31
Conclusion.....	37
Références Bibliographiques.....	43

Remerciements :

Merci à Elisabeth, Catherine, Claude, Renée, Suzanne, Marie-Elisabeth, Colette, Jo, Joël, Jean-Paul, Claude, Michel, Claudine, Rose, Jacques, Hélène, Sophie, Yann, Françoise, Cécile, et tous ceux dont nous oublions malheureusement les noms, pour nous avoir offert l'honneur et la chance de témoigner à leur côté de l'expérience humaine qu'ils ont su porter. Qu'ils sachent que ce qu'ils nous ont donné, nous ne pourrons jamais le leur rendre à sa juste valeur.

Merci à Christophe Bouillaud, Anne-Cécile Douillet, Alain Faure, Elsa Guillaud, Martine Kaluzinski, Pierre Mazet, El hadji M'Baye, Guillaume Roux, Jessica Sainty, Emmanuel Taieb, et tous les membres du laboratoire PACTE dont les discussions et les remarques ont enrichi notre réflexion.

Merci à Mélanie Daubanes pour son éclairant travail en forme d'indispensable base pour nos élucubrations, et pour sa prise de risque.

Merci à Jacques Rancière, pour son aide indirecte mais ô combien précieuse.

INTRODUCTION

Ce rapport présente le compte-rendu d'une étude qui, conduite sur deux ans, porte sur l'association « Entr'actifs », basée à Voiron en Isère. Au cœur de cette étude se trouvent les questions de précarité, d'accompagnement au retour à l'emploi, d'autonomie et d'action collective. Motivés par l'intérêt indéniable que présentait l'existence même de cette association pour un ensemble d'institutions publiques – certaines d'entre elles ayant d'ailleurs été membre du comité de pilotage de l'évaluation constitué à l'automne de l'année 2007¹ –, nous avons souhaité produire un rapport public, afin de restituer les principaux enseignements que nous sommes en mesure de tirer de cette expérience associative. La question des modalités de l'« accompagnement » de personnes allocataires de minima sociaux pour parvenir à une amélioration de leurs conditions de vie est une préoccupation majeure de nombre de professionnels, de responsables politiques et de militants. C'est également celle d'« Entr'actifs ». Aussi, cette étude a pour objectif d'alimenter, sous un angle particulier, les débats en cours sur ces questions.

Les coutumiers de l'évaluation institutionnelle trouveront sans doute à redire sur le récit que nous allons livrer. La distance aux choses, préalable incontournable de la posture scientifique, qui se traduit inmanquablement par une écriture de type chirurgical et une administration assurée de la preuve, nous fera sans doute défaut. Mais la science n'est pas une religion ; pas plus d'ailleurs que l'expérience que nous avons vécu, et que nous souhaitons restituer ici, n'a été un *pater noster* de plus dans nos années de séminaire. Doctorants, encore prêts à tomber de nos certitudes, nous ne pouvions ni ne voulions nous mettre en rang derrière des mots écrits par d'autres. La rencontre et la découverte de cette association, auxquelles nous souhaitons associer les lecteurs de ce rapport, a été pour nous une source inépuisable de questionnements. Or, comme le soulignait Gaston Bachelard, qu'est-ce que la science, sinon des questions ? Nous avons dès lors refusé d'être les artisans de la castration d'une réalité inépuisable, et de laisser libre cours aux coups de butoir d'une prétendue rigueur objectivante qui n'aurait fait que tarir le fleuve impétueux des affirmations égalitaires dont nous avons été les témoins. Cette affirmation, portée et répétée par ceux qui nous ont accordé la chance inespérée de les suivre, s'est littéralement fondue dans une expérience humaine inoubliable.

¹ Le comité de pilotage se composait du Directeur du service insertion/adultes du Conseil Général de l'Isère, du Directeur du territoire Voironnais Chartreuse et son responsable service Insertion, du Directeur de la Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion, d'un représentant mandaté par les entreprises mécènes de l'association, du président et du porteur du projet associatif ainsi que de deux autres membres d'« Entr'actifs ». Il fut réuni une seconde fois en juillet 2008 lors de la remise d'un rapport intermédiaire d'évaluation.

Faute de pouvoir dire si ce que nous avons vu chez « Entr'actifs » était *bon* ou *mauvais*, nous souhaiterions modestement rendre compte de *ce que nous avons vu*. Cette ambition – nous en sommes convaincus – n'est modeste qu'en apparence, et s'ouvre sur une interrogation destinée plus que jamais à engager le débat.

1) ENTR'ACTIFS : FONDATIONS ET AMBITIONS D'UNE ASSOCIATION CITOYENNE

Tout commence bien avant la création officielle d'« Entr'actifs ». L'origine, ou plutôt l'ancêtre, de la démarche actuelle portée par les membres d'« Entr'actifs », se trouve être « L'Escale ». Le principe sur lequel repose cette association, qui a été mise en place dans le courant des années 1990 par des formateurs professionnels travaillant au sein d'un organisme de formation de Voiron, la « Maison de la Promotion Sociale » (MPS), est de proposer aux personnes « accompagnées », une aide complémentaire. Autrement dit, alors que l'organisme de formation a pour mission d'atteindre l'objectif du retour à l'emploi, et presque en quelques sortes *parce qu'il s'agit là de sa seule et unique fonction*, l'association de formateurs cherche, de manière certes ponctuelle, à « globaliser » l'accompagnement qu'il dispense aux personnes en difficulté. Leur postulat d'action, qui est le constat commun auquel sont parvenus ces formateurs suite à leurs nombreuses années d'expérience, est le suivant : on ne peut se contenter du retour à l'emploi car il ne peut, dans bien des cas, assurer à lui seul la fin des difficultés rencontrées par les individus. Ces difficultés sont de différents ordres et, pour ne rien faciliter, c'est bien souvent de l'entremêlement et de la superposition de celles-ci dont les personnes sont le plus victimes. La conception de l'accompagnement centrée sur la « remise » à l'emploi leur apparaît, au mieux surannée et artificielle, au pire nuisible et déstructurante. De plus, bien au-delà de la priorité accordée à la dimension professionnelle des problèmes individuels – mais certes de manière corrélative –, c'est le principe de l'accompagnement global comme addition de fragments de difficultés qui est remis en cause. Les individus et l'action à leur égard ne peut se subdiviser *a priori* en type de difficultés. L'accompagnement global, ce devrait être prendre en charge la personne, telle qu'elle se présente, telle qu'elle se donne, telle qu'elle se laisse prendre.

Lorsque la MPS dépose le bilan, la structure juridique de l'Escale permet d'accueillir à l'organisme de se refonder. L'association de formateur devient organisme de formation, la MPS *devient* l'Escale, et l'association perd sa fonction d'accompagnement global. Quelque

temps plus tard, dans le courant de l'année 2006, deux formatrices quittent ce organisme de formation. Elisabeth quitte littéralement son emploi : « *J'étais bien à l'Escale, sauf que ce boulot il manque de sens* », explique-t-elle. « *Je suis une accompagnante, avec des accompagnés, et moi, ça perd du sens, parce qu'il n'y a que l'emploi, que l'emploi, que l'emploi, alors que les gens, ils ont d'autres demandes. Et moi à la limite peu importe à quoi j'accompagne, pourvu qu'il y ait du sens* ». Quant à Hélène, ayant atteint l'âge de la retraite, elle ne tarde pas à son tour à quitter l'organisme de formation.

C'est alors que quelques « accompagnés », tous en très grande difficulté, interpellent les deux formatrices : « *Mais nous, maintenant, qu'est-ce qu'on va faire ?* ». Leurs noms : Joe, Olivia, Rose, Claude, etc. Les formatrices les connaissent. Elles les connaissent bien même ; pour certains, depuis plusieurs années : elles les ont aidé soit à déménager, soit à trouver un logement, ou encore les ont dépannés de manières diverses et variées. Ils avaient confiance en elles, et ont toujours besoin d'elles. Si elles s'en vont, ils seront de nouveau perdus, livrés à eux-mêmes ; et surtout livrés à tous ceux qui ne voient en eux que des individus à la recherche d'un emploi. Dès lors, que faire ?

L'idée que propose Hélène, c'est de renouveler l'expérience de « L'Escale », avant sa fusion avec la MPS, mais cette fois-ci, en dehors de l'organisme de formation. De plus, sortie de son cadre professionnel d'origine, il apparaît évident et normal que la nouvelle association à créer s'ouvre, dans sa conception, son fonctionnement et sa gestion, « *à ceux à qui, avant, on donnait de l'argent* ». Reprenant ainsi le leitmotiv fondateur de « L'Escale » selon lequel la distance à l'emploi n'est pas la difficulté prioritaire de bien des parcours individuels, la nouvelle association instaure un autre principe inédit, celui du paritarisme égalitaire. Anciens accompagnants et anciens accompagnés, ils ne sont plus face-à-face. C'est côte-à-côte et ensemble qu'ils agiront désormais. Il n'existe plus de différence statutaire entre eux. Dans cette association, les uns ne sont pas sans activité et les autres n'ont pas pour activité d'aider ceux-ci à en retrouver une. Dans cette association, ils sont tous actifs au même titre. L'association va d'ailleurs, pour cette raison, s'appeler « Entr'actifs ».

Quoi d'autre ? Et bien pas grand-chose. Sans plus de certitude, ils se lancent tous, principes en tête, dans l'inconnu : « *Quand on a fait l'assoc, on a toujours dit on verra bien, on n'a rien à perdre* », explique Cécile, une autre formatrice qui rejoint l'association nouvellement créée. « *On part sans savoir vers quoi on va. On y va, c'est tout* ». Ils ne savent pas vers quoi ils vont, ni comment ils vont matériellement y parvenir d'ailleurs. C'est ainsi Elisabeth qui, mettant de côté le projet de librairie pour lequel elle avait quittait l'organisme de formation, va de 2006 à 2008 se consacrer à plein temps au « portage » du projet. Cependant, ce flou

original ne dure qu'un moment. « Entr'actifs » commence assez rapidement à ébaucher des orientations. C'est ainsi que quelques mois après sa création, l'association produit une plaquette de présentation dans laquelle elle se fixe trois objectifs : initier des modes de solidarité fondés sur la réciprocité, effectuer des projets artistiques collectifs en s'appuyant sur le réseau culturel de la cité, et fonctionner comme un moteur de démocratie participative.

L'association se donne de la sorte pour finalité, non seulement d'organiser le plus concrètement possible l'entraide, mais aussi plus fondamentalement, de susciter des *pratiques collectives de citoyenneté*. Les « ateliers » constituent l'un des principaux pôles de ces pratiques. Les ateliers sont tous organisés selon le même principe : proposés par des membres, qui organisent eux-mêmes le déroulement et le planning des séances, les ateliers doivent permettre à chacun de donner et de recevoir des savoir-faire et des compétences. Si l'atelier d'écriture, tenu par Renée et Suzanne est le plus régulier, les ateliers « cuirs », « piscine », « promenade » sont mis en place par les membres. Ils sont complétés par des journées ou demi-journées animées par des intervenants extérieurs, venus partager gratuitement leur passion. Les thèmes de ces interventions, qui ont été nombreuses et variées, sont allés du fonctionnement du cerveau à la danse contemporaine, en passant par le Taï Chi, etc. Bien que centraux dans l'activité de l'association, la tenue de ces ateliers n'a pas de caractère contraignant ; ainsi se tiennent-ils de manière irrégulière, et sont actuellement, pour des raisons diverses, en « stand by ».

Par ailleurs, au-delà de la constitution des ateliers, d'autres formes d'action promues au sein de l'association ont également pour objectif explicite d'initier des modes de solidarité et des réseaux d'échange fondés sur la réciprocité. Les membres d'« Entr'actifs » se consacrent notamment à la réalisation de projets collectifs (comme par exemple, la création en cours d'un livre pour enfants), dont ils assurent l'entière prise en charge, et dont l'avancée suppose et implique qu'ils entrent en contact et créent des relations de partenariat et de collaboration avec toutes sortes d'acteurs extérieurs. Aussi, l'association se veut-elle « ouverte à tous ».

De plus, plaçant au cœur de sa démarche la réhabilitation, ou du moins l'actualisation sans cesse effectuée, de la citoyenneté des personnes généralement quasi-exclusivement appréhendées au travers du prisme de la distance par rapport à l'emploi, cette association cherche à tisser les réseaux d'une citoyenneté collective, ainsi qu'à susciter autour d'elle la réflexion et le débat au sujet de cette citoyenneté et de ses conditions pratiques de possibilité. C'est ainsi qu'au cours de l'année 2007 « Entr'actifs » sollicite l'association lyonnaise, « Ateliers de la Citoyenneté », pour animer des réunions-débats que les membres souhaitaient organiser sur le thème « Précarité-Citoyenneté », et auxquelles participèrent une dizaine de

personnes provenant de divers secteurs de la société (deux chefs d'entreprises, un exploitant agricole, une psychologue, un conseiller général, deux cadres supérieurs, deux retraités, une professeur des écoles et une personne travaillant à temps partiel subi). En cohérence avec sa démarche volontairement citoyenne, « Entr'actifs » décida de rendre davantage public ces échanges par la mise en place d'une journée de débats, qui eut lieu le 10 décembre 2007 à la salle des fêtes de Voiron. Cet évènement, intitulé « Précarité-Citoyenneté. Agir et faire autrement », fut suivi, un peu moins d'un an après, le 14 octobre 2008, par la rencontre « Se connaître, réfléchir ensemble et proposer ».

Réunissant pour une journée, et à l'initiative d'« Entr'actifs », des élus, des chefs d'entreprises, des militants associatifs, ces débats traitent des questions portées par l'association : la précarité, l'accompagnement, la souffrance. Mais pas de témoignages. Pas de misérabilisme. Comme le dit Jean-Paul lors de la préparation de la journée du 14 octobre : « *il ne faut pas avoir honte du statut d'allocataire du revenu minimum d'insertion, mais au contraire le revendiquer haut et fort car la personne n'est pas individuellement responsable de la carence sociale et de l'emploi qui se délite. Par conséquent ce n'est pas la honte de « la » personne mais la honte de toute la société* ». « Entr'actifs » interpelle son environnement, veut parler et débattre, pour « savoir si l'on peut encore agir » ou si l'heure est déjà, par delà les velléités de façade, à la résignation.

Mêlant projets concrets et ambitions générales, pratiques très quotidiennes, voire même anodines, et démarches à long terme, « Entr'actifs » mène ses « batailles » en désordre, mais ne perd aucunement de vue son objectif : s'extraire du monde du travail, et de ses périphéries, qui l'ont pourtant vu naître. L'association se veut « *un lieu de création de lien social et de solidarité* », permettant « *qu'une parole puisse se constituer collectivement* ». Le pari est de « *tenter ensemble l'expérience d'une citoyenneté entreprenante, ancrée dans les réalités d'aujourd'hui* ». Au milieu de ces objectifs annoncés, de ces volontés affirmées, de ces logiques d'action expliquées et de ces justifications répétées, un mot, une idée se répète à l'envi, et retient notre attention : c'est celui d'« expérience ». C'est tenter l'expérience de tourner le dos au presque « sacro-saint » impératif du « retour à l'emploi ». C'est l'expérience de « faire avec » et de ne plus « faire pour » et « à la place de ». Enfin, et presque plus fondamentalement, c'est l'expérience que constitue l'association en elle-même. Cette expérience, c'est cette impression que quelque chose se joue à « Entr'actifs », ce « quelque chose », ce « je-ne-sais-quoi-et-presque-rien » (Jankélévitch) qui ne peut se résumer à l'aide d'une formule.

Une expérience qui prend d'ailleurs souvent la forme d'un incessant et permanent « bricolage ». L'association elle-même, c'est-à-dire dans sa composition, s'apparente également à une sorte de « bricolage humain » en constante redéfinition. En effet, à l'origine, les membres d'« Entr'actifs » sont largement cooptés. Elisabeth et Hélène invitent leur entourage, y compris non professionnel, à rejoindre « Entr'actifs ». D'autres personnes « accompagnées », provenant pour certains de « L'Escale », rejoignent les formatrices et les autres « rmistes » qu'ils ne connaissent pas forcément. D'autres formatrices, notamment à la retraite, sont rappelées pour « reprendre du service » au sein de la nouvelle association : c'est le cas de Suzanne et Renée qui vont, dès leur arrivée à « Entr'actifs », prendre en charge la tenue d'un atelier d'écriture le lundi après-midi. C'est ainsi qu'un premier cercle d'une dizaine de personnes s'est constitué.

Au-delà de ce premier cercle, le nombre et l'identité des membres d'« Entr'actifs » ne cessent d'évoluer. « *On a vu de plus en plus de monde arriver* », nous confirme Michel, un des membres les plus anciens de l'association, qui, en outre de sa charge de trésorier adjoint, a la responsabilité des adhésions. On compte aujourd'hui une soixantaine de « membres », tous enregistrés par Michel, ayant payés une adhésion d'au moins 5 euros. Toutefois, la présence et la participation des différents membres d'« Entr'actifs » sont des plus hétéroclites. « Entr'actifs » est un lieu de passage, où chacun se rend pour des motivations qui lui appartiennent. Le groupe de personnes – pas forcément constant – présentes de manière quasi-permanente, est ainsi régulièrement noyé dans la masse de ceux qui ne font, ne peuvent, ou ne veulent que « passer », ou par des membres « historiques » à la présence erratique ; autrement dit, des membres qui, présents à la fondation de l'association, se sont mis pour des raisons diverses à venir de moins en moins fréquemment. Cette situation ne donne aucunement lieu à des comportements sectaires ou à la constitution de « chasses gardées ». Bien au contraire : « *Les gens qui viennent sans arrêt, je trouve ça super sympa. Ça change du noyau habituel de voir d'autres personnes* », affirme Michel. L'interconnaissance, Elisabeth, les conseils d'une assistante sociale, la lecture de la plaquette de l'association, la curiosité, la solitude et les difficultés personnelles, sont autant de motivations citées par les membres de l'association lorsque leur est posée la question du pourquoi de leur venue à « Entr'actifs ». Tout cela faisant qu'il est quasiment impossible d'assister à deux réunions de suite avec les mêmes membres.

Le constat sociologique relativement basique qui peut être dressé sur la composition effective de l'association et sur les interactions relatives au fonctionnement de l'association est le suivant : d'une part, les membres d'« Entr'actifs » ne sont pas, matériellement parlant,

égaux, c'est-à-dire dans le sens socio-économique du terme : retraités plus ou moins aisés, allocataires de minima sociaux, salariés, chômeurs, travailleurs indépendants s'y côtoient ; d'autre part, il n'est pas rare que des engagements de l'association, des décisions d'ordre stratégique soient l'objet d'échanges qui, exprimés soit oralement, soit également par mails, se ponctuent par des désaccords et des tensions, à la fois provisoires et affirmées. Le fonctionnement et les objectifs de l'association sont régulièrement questionnés. Actuellement par exemple, et de manière croissante, le sujet qui préoccupe principalement les membres de l'association concerne l'organisation interne. Que ce soit lors des réunions collectives, ou de manière plus informelle, le manque d'organisation de l'association est remarqué : « *Parce que là, quand même c'est le bordel. Ça m'a vachement gonflé et ça me gonfle encore. Si on vient pour se regarder comme ça, c'est pas..., tu vois* » (Michel) ; ou encore Catherine : « *C'est désordonné, c'est le bordel, il faut organiser. Je pense qu'il y a des trucs quand même, mais de part le local ici... il y a des choses qui sont vraiment difficiles. Et c'est parfois difficilement organisables, de se contacter pour ceci ou pour cela* ».

« Entr'actifs », c'est l'histoire de cette tension entre passion égalitaire et instables réalités inégalitaires. Le seul objectif clairement avoué et perceptible de l'association, c'est bien l'absence de statut, l'oubli des identités construites ailleurs ; cet ailleurs qui s'arrête sur le pas de la porte du local de l'association. Il restait donc à comprendre comment ce que donnait à voir l'association s'accommodait de cette ambition.

2) EVALUER : POURQUOI ET COMMENT FAIRE ?

L'évaluation, bien qu'elle fasse désormais partie des figures que semble s'imposer l'action publique, ne doit pas pour autant être prise comme une évidence. En science politique, et plus précisément au sein de la sous-discipline qu'est l'analyse des politiques publiques, la question du sens, des usages et des fonctions de l'évaluation, fait encore aujourd'hui débat. Si son déploiement en tant que catégorie opérationnelle de l'action collective, en tant que pratique valorisée et normalisée, est une donnée incontestable de l'évolution de l'action publique, l'adoption de l'évaluation en tant que notion analytique (Jones 1989)², voire même en tant que pratique scientifique, reste des plus problématiques.

² Dans sa grille séquentielle d'analyse des politiques publiques, Charles O. Jones définit l'évaluation comme sixième et dernière étape analytique. L'évaluation est ainsi placée au rang de catégorie d'analyse en science politique.

Nous sommes loin d'avoir une connaissance précise de l'état de la discussion scientifique au sujet de l'évaluation. Nous en avons tout au plus une perception générale dont nous pouvons donner un aperçu volontairement simplifié – en espérant qu'il ne paraisse pas trop simpliste. Tout d'abord, un premier débat oppose ceux qui pensent qu'il est possible d'évaluer l'action publique – et plus généralement l'action sociale – à partir de critères scientifiquement déterminés et objectivement identifiables, et ceux qui à l'inverse contestent cette possibilité, arguant de l'irréductibilité de l'étude des faits sociaux – quels qu'ils soient – à la constitution d'un jugement d'appréciation basé sur la détermination de la capacité de ces derniers à satisfaire tels ou tels objectifs. D'autre part, mais de manière bien évidemment connexe, un désaccord existe entre ceux qui envisagent la pratique de l'évaluation comme une opportunité à saisir pour conférer une utilité sociale aux sciences sociales en général, et à la science politique en particulier, et ceux qui considèrent comme contraire au fonctionnement normal de la science, et notamment aux exigences d'objectivité et de neutralité qu'il implique, le fait de mettre ainsi l'activité scientifique au service de finalités et d'intérêts qui lui sont étrangers.

Initialement, nos thématiques et nos intérêts de recherche ne nous prédestinaient pas à nous intéresser à cette question de l'évaluation. C'est en quelques sortes, « enrôlés » par « Entr'actifs », que nous nous sommes *de facto* retrouvés contraints à en poser le problème. Tout a en effet débuté comme ça... Dans le cadre de sa thèse sur l'action régionale en matière de démocratie participative, Guillaume Gourgues opte au cours de l'année 2007 pour une méthodologie relevant de l'observation participante. Aussi, se retrouve-t-il en stage à la direction de la Prospective de l'Evaluation et de la Relation aux Citoyens (DPERC) de la Région Rhône-Alpes lorsqu'en août 2007 cette dernière organise une journée pour rassembler le « réseau régional de la démocratie participative ». Autour du buffet, il fait la rencontre d'Elisabeth Sénégas, la présidente d'« Entr'actifs ». Cette dernière, qui assume pleinement sa fonction de représentation, engage la conversation en lui présentant, dans ses grandes lignes, l'ambition de l'association : sortir explicitement de la relation « formateur professionnel – allocataire du RMI », en promouvant collectivement les projets émanant de chacun des membres de l'association. Il n'y a plus de professionnels, ni de « rmistes » ; « *on est tous égaux* » répète à l'envi E. Sénégas. Ce qu'ils font, ils le font ensemble. Pour les uns, il est question de faire « avec » et non plus « à la place de » ; et pour les autres, il s'agit de ne plus faire ce qu'un autre avait préformé à leur intention.

C'est fort de l'affirmation de cette commune égalité qu'ils prétendent agir auprès des autres, auprès de ces autres acteurs dont ils ont besoin pour mener à bien leurs projets, auprès des autres citoyens, avec lesquels ils veulent débattre dans le cadre de réunions plus ou moins

publiques. L'association, qui se veut « ouverte à tous », place au cœur de sa démarche la réhabilitation de la citoyenneté des personnes quasi-exclusivement appréhendées au travers du prisme de la distance par rapport à l'emploi : « *on est des citoyens comme les autres* ». C'est pour cette raison qu'ils se sont intéressés aux actions de la Région en matière de démocratie participative. Ils sont prêts à participer aux actions des différentes institutions du territoire ; ils sont même demandeurs. Y compris à l'égard des institutions décisionnaires et gestionnaires en matière d'insertion, même s'ils s'en sont quelque peu soustraits, ils ne cherchent pas à entrer dans un rapport d'opposition. Qu'ils se soient constitués en collectif autonome n'implique pas une attitude de rejet vis-à-vis des acteurs institutionnels, ni même un refus de collaborer. Ils sont d'ailleurs conscients qu'ils ont un besoin crucial des financements institutionnels, qui ne sont pas encore suffisants pour assurer le maintien de leur action. Ce qu'il leur faudrait, ce serait de « *trouver un ou deux jeunes de science po* » pour étudier leur action ; ce qu'il leur faudrait, ce serait que ces « *jeunes de science po viennent voir et décrire ce qu'il se passe* » : « *ce qu'il nous faudrait, c'est une évaluation* ». Cela permettrait de crédibiliser l'action de l'association aux yeux des acteurs politico-administratifs, et donc d'obtenir les financements et le soutien dont ils ont besoin.

G. Gourgues, qui se trouve être un « jeune de science po », se déclare très intéressé par ce projet d'évaluation. Il y voit en effet un intéressant complément à son travail de thèse, focalisé sur les usages institutionnels de la démocratie participative. C'est à ses yeux l'occasion d'observer de l'intérieur, et d'analyser, la manière dont des citoyens organisés collectivement s'emparent de cette modalité émergente de l'action publique. En raison de la masse supplémentaire de travail que cela constitue, il conditionne son engagement à la participation de Ouassim Hamzaoui, un autre « jeune de science po », qui ne tarde pas d'ailleurs à donner son accord. Ce dernier étudie l'évolution des dispositifs publics d'accueil et d'intégration des étrangers, en les inscrivant non pas dans le cadre de l'« aventure » de la politique d'immigration (Weil 2004), mais dans celui de la transformation des cadres, principes et pratiques en vigueur dans le domaine des politiques sociales. Cette métamorphose des dispositifs d'action sociale consiste notamment en la subordination des travailleurs sociaux à l'égard des administrateurs et, conséquemment en la réduction de la marge de manœuvre de ceux-ci. Essayant, dans le cadre de sa thèse, de déterminer les caractéristiques spécifiques de ce rapport de subordination d'un type nouveau, O. Hamzaoui croit voir dans l'expérience d'« Entr'actifs », l'envers de cette évolution, c'est-à-dire une tentative de contestation de cette nouvelle donne de l'action sociale, l'émergence d'une insubordination de la « base », d'autant

plus remarquable qu'elle rassemble en un seul collectif ceux qu'on ne conçoit traditionnellement que dans leur face-à-face.

C'est donc, parce qu'elle se retrouvait en quelques sortes à l'un des croisements de nos recherches doctorales – pourtant très largement différentes –, que nous nous sommes engagés à « suivre » l'action d'« Entr'actifs », et que nous nous sommes retrouvés interpellés par cette question de l'évaluation. En soi, le déroulement de notre « rencontre » avec l'association constituait déjà en soi une validation en actes de cette évolution notable de l'action publique, à savoir : le caractère indispensable et incontournable de la légitimation conférée par la réalisation d'une évaluation. D'autre part, les circonstances se faisaient également l'écho des réticences et résistances que pouvaient susciter, au sein de structures prestataires de services publics, la normalisation de procédures quantitatives d'évaluation. Enfin, cela nous introduisait de plein pied dans une des dimensions composant et structurant l'idée et la pratique de l'évaluation, à savoir que cette dernière suppose la présence de personnes disposant d'une légitimité suffisante pour s'arroger cette capacité : scientifiques, experts, observateurs, ou autres mandatés. Cependant, le caractère quelque peu exceptionnel de la démarche nous amenait à nous demander comment pouvait être posée la question de « l'utilité » et de « l'intérêt » pour une structure qui n'est ni publique, ni engagée contractuellement dans une prestation de service.

Ce déplacement de l'angle d'approche ne nous a toutefois pas permis de contourner la question de la définition des critères, qui est intrinsèquement liée à la pratique et au principe évaluatifs. Aussi, compte tenu des exigences de l'association, c'est-à-dire le besoin de faire décrire scientifiquement son action ainsi que son rejet des bilans quantitatifs en vigueur dans le domaine de l'insertion, et conformément à la nécessité scientifique d'objectiver des dimensions analytiques, nous décidons de procéder à une évaluation qualitative du fonctionnement et de l'activité de l'association ; le but étant de déterminer la capacité effective de cette dernière à satisfaire les objectifs qu'elle s'est elle-même assignée, à savoir : mener une action qui réponde aux besoins propres des différents membres, en maintenant un rapport d'égalité entre eux d'une part, et en permettant d'autre part d'instaurer un rapport de collaboration avec d'autres acteurs sociaux, et notamment les acteurs politico-administratifs.

La séparation entre les enjeux proprement internes de l'association et ceux liés à son rapport à l'extérieur, telle que nous avons tenté de la conceptualiser à l'origine de notre étude, s'est avérée totalement artificielle. Notre observation nous livra très rapidement le constat suivant : ce sont les relations entre les membres qui déterminent les relations qui s'établissent avec l'extérieur. Ne voulant plus « agir sur » ou « pour autrui », mais « agir avec autrui »,

l'association détermine son mode d'interaction avec l'extérieur comme elle le fait pour son organisation interne : sur un mode égalitaire. Pour le dire autrement, le rapport de l'association à son environnement est totalement subordonné au souci égalitaire de sa propre organisation. Ainsi pas d'accusation, pas de défis, pas de contestation, pas de subversion vis-à-vis des institutions et des pouvoirs « petits » et « grands », mais une « interpellation », une invitation à la parole et au débat, à la contradiction. L'association, composé de « citoyens égaux » demandent à d'autres « citoyens égaux », qu'ils soient élus, techniciens ou chefs d'entreprise, de venir s'expliquer et d'entendre d'autres explications sur une situation jugée anormale et préoccupante. « Entr'actifs » ne cherchent ni ne trouvent de responsable à son malheur et aux souffrances que ses membres endurent. Quoi de plus troublant pour des étudiants en science politique ? La politique, tel que nous avons l'habitude de la définir nous glissait entre les doigts. Les analyses canoniques de science politique nous conduisait en effet à classer l'association dans le registre des « mouvements consensuels », si l'on se réfère à la récente typologie établie par Marco Diani et Donatella Dellaporta (2006), c'est-à-dire les associations qui « mobilisées autour de la solidarité, par exemple sur l'exclusion sociale dans leur sphère politique locale », n'articulent, ni ne pensent, ni ne construisent leur action en fonction de l'idée de « conflit » ou de la notion d'« ennemi commun » ; par conséquent, en un mot, les mobilisations dont la politique serait absente. Cette étrange « mobilisation », portée (entre autre) par des personnes en très grande difficulté, pouvaient difficilement s'accommoder de nos cadres analytiques. L'*empowerment*, terme anglo-saxon, essentiellement utilisé pour désigner un transfert de ressources et un rétablissement de l'équilibre entre Etat et Société Civile (Jouve 2006), ne parvenait pas à rendre compte de la réalité que nous commençons à observer. Les pouvoirs publics ne transféraient aucune ressource à l'association et ne s'appuyaient aucunement sur elle. De leur côté, les membres d'« Entr'actifs » ne semblaient pas non plus vouloir accumuler des ressources pour rivaliser avec et/ou combattre la puissance publique.

C'est à partir de ces constats que fut dessinée la ligne directrice de notre évaluation : le choix de nous concentrer sur le fonctionnement d'une association dont nous ne comprenions *a priori* ni les motivations ni les préoccupations ; d'une association que nous ne voulions pas d'emblée exclure de la « politique », sans pour autant vouloir l'y inclure à tout prix. « Entr'actifs » nous donnait à voir une énigme, une alchimie mystérieuse dont nous avons souhaité livrer quelques clés. Pour cela, et en accord avec le refus catégorique de l'association d'être évalué par ses « chiffres », la méthodologie retenue pour procéder à cette évaluation, aux allures d'élucidation, fut essentiellement qualitative et composée de plusieurs éléments :

l'observation directe de l'association lors des évènements publics qu'elle organisait et dans le cours de ses activités quotidiennes ; un accompagnement de l'association dans quelques démarches de recherche de subventionnement (appel à candidature du Haut Commissariat aux Solidarités Actives en 2007) ; une dizaine d'entretiens individuels et collectifs, semi directifs, volontairement libres, mais obéissant à une grille commune de questionnement ; le dépouillement systématique de tous les documents produits par l'association (textes, documents de communication, compte-rendu de réunions, échanges par mails, « cahiers de bord » de la présidente). En bref, notre enquête qui se déroula pendant presque deux ans (Octobre 2007-Mai 2009) correspond à une méthodologie d'enquête de type ethnographique, popularisée par l'école sociologique de Chicago et l'écologie urbaine, à savoir l'observation quotidienne des différentes dimensions de la pratique d'individus formant un groupe d'interconnaissance (Beaud Weber 1995).

Le présent rapport n'est pas le premier travail fourni sur l'association. De janvier à juin 2007, Mélanie Daubanes, étudiante en MASTER à l'IEP de Grenoble, réalisa un mémoire de recherche traitant de la manière dont membres d'« Entr'actifs » concevaient la précarité, thème ô combien présent dans l'association. Sans avoir de rapport direct avec l'évaluation, ce mémoire a néanmoins permis de dégager d'importantes informations, et de fournir un premier regard sur l'association.

3) L'« EXPERIENCE PLEBEIENNE » : LES RAMIFICATIONS D'UNE HYPOTHESE

Très rapidement, et sans grande surprise, les activités de l'association se sont révélées quasiment impossible à évaluer. Outre le fait que nous ne pouvons pas compter le nombre d'ateliers (ces derniers se sont d'ailleurs quasiment totalement interrompus depuis le début de l'année 2008, excepté l'atelier d'écriture), ni mesurer, à l'aide de critères crédibles, l'impact potentiel des différentes activités sur les membres, nous avons conscience que ces tentatives se seraient de toute façon révélées vide de sens. En effet, le fil directeur de l'association, celui qui unit les activités aux conditions et objectifs de la fondation du groupe, tient moins à *ce que fait* l'association, qu'à *la manière* dont elle entend le faire. Qu'est-ce à dire ? Qu'« Entr'actifs » place dans la conduite de son action, autant que dans son organisation interne, le principe d'une égalité entre ses membres. Les ateliers peuvent être organisés par n'importe qui. Chacun étant supposé « avoir quelque chose à apporter », l'association ne

propose rien à personne, mais repose sur l'envie de partager de ses membres, qui doivent construire en permanence leur association, c'est-à-dire leur existence commune dans ce lieu non déterminé.

Les sciences sociales, et plus particulièrement la science politique, se sont déjà largement interrogées sur des formes originales d'organisation entendant nier l'existence d'une hiérarchie, et affirmer une « politique délibérative », pour reprendre l'expression de Daniel Mouchard (2002). Cette politique délibérative « s'oppose à des modèles de représentation politique de type « vertical », et entend « combiner une critique de la délégation politique avec la volonté de reconstruire un cadre procédural fondé sur la délibération » (p. 126). Appliqué à l'expérience d'« Agir contre le Chômage ! », la mise en avant de ces tentatives d'organisation alternative est essentiellement l'occasion de souligner la difficile combinaison entre ces velléités délibératives, présupposant l'égalité, et la réalité des inégalités subsistant dans le groupe. La référence d'« Entr'actifs » au principe d'une « démocratie participative » ouvre ainsi une réflexion sur la capacité du groupe à maintenir un principe de fonctionnement alternatif malgré l'évidente inégalité persistant entre ses membres. Dès lors, « Entr'actifs » ne serait-elle qu'une expérience de plus dans la longue série des entreprises utopistes d'organisations alternatives³ ?

L'association dispose pourtant d'une particularité : elle ne correspond pas à une entreprise « militante » au sens classique du terme, et réunit des personnes en très grande difficulté, qu'elle parvient à déplacer, motiver et embrigader. Si certains de ses membres militent par ailleurs dans des associations ou des partis politiques, ses fondateurs et la majorité de ses membres ne sont pas à proprement parler des personnes engagées. Dans la plupart des expériences étudiées, les principes d'organisation sont souvent portés et défendus par des militants rompus aux exercices d'organisation collective et généralement en provenance des expériences d'extrême gauche post-68. « Entr'actifs » n'élabore pas une stratégie d'organisation explicitement consciente des dangers que peuvent représenter une organisation trop verticale. « Entr'actifs » ne cherche pas à se protéger de la hiérarchie, ni à respecter la pluralité de ses composantes, mais à affirmer dans son mode d'organisation que n'importe qui peut occuper toutes les fonctions liées au principe d'organisation ; et ce, n'importe quand – c'est-à-dire dès qu'il ou elle le décide. C'est par rapport à l'expérience, commune à l'ensemble des membres, du guichet et de l'accompagnement que va se situer l'affirmation d'un mode spécifique d'organisation.

³ Pour un panorama de ce type d'expériences voir Mouchard (2009).

Ce spontanéisme égalitaire n'est pas une démarche théorisée d'organisation destinée à prévenir les dommages collatéraux de l'action collective. Il s'apparente à ce que le philosophe Martin Breugh nomme *la plèbe* : « La plèbe est le nom d'une expérience, celle de l'accession à la dignité politique de l'homme. Ni catégorie sociale ni affirmation identitaire, la plèbe désigne un évènement politique de tout premier ordre, soit le passage d'un statut infra-politique à celui de sujet politique à part entière. » (Breugh 2007, p. 11). Expérience, voilà comment « Entr'actifs » se nomme. Plébéienne, voilà le qualificatif de son but et de ses problèmes. L'association, en voulant faire vivre un espace égalitaire commun, permettant à ses membres d'agir et d'échanger, libérés des contraintes des relations de guichet, se confronte à quatre menaces, propres à toute expérience plébéienne : l'apparition d'un chef, la division spécialisée et hiérarchisée du groupe, le rapport à l'extérieur et les règles d'appartenance au groupe.

C'est en énumérant ces menaces et la manière dont « Entr'actifs » les affronte, que nous structurerons le cœur de notre propos d'évaluation. Dans un premier temps, nous verrons que l'idée de plèbe peut éclairer les « manières de faire » de l'association (a). L'organisation propre d'« Entr'actifs », orchestrée par le principe de la plèbe, donne alors à voir trois dimensions cruciales de ce qui se joue à travers l'affirmation égalitaire : la torsion de l'espace entre les hommes (b), la division de la plèbe et du prolétaire (c), et enfin la politique, activée dans l'espace propre de l'affirmation égalitaire (d).

a) Les quatre questions aporétiques

_ *Le Chef*

Le rôle d'Elisabeth Sénégas dans l'association est une donnée essentielle de son fonctionnement. Dans un vocabulaire de sciences sociales, nous pourrions dire qu'Elisabeth mobilise un ensemble de « savoirs pratiques » (Mathieu 2002), rendant l'*association* possible, malgré le peu de ressources détenues par ces membres. Ces savoirs correspondent à plusieurs dimensions concrètes : « coordonner son action individuelle à celle de ses partenaires en s'ajustant à un environnement donné, savoir anticiper et parer les attaques adverses, pouvoir identifier les opportunités et s'en saisir pour jouer des « coups », s'ajuster aux attentes des médias et construire une façade de la mobilisation apte à attirer leur intérêt et, à travers eux, la sympathie de l'« opinion », présenter sa cause ne lui conférant un degré de généralité apte à la rendre légitime et crédible. » (Mathieu *op. cit.* p. 93). De nombreux membres de l'association admettent avoir rejoint « Entr'actifs » « *convaincus* » par E. Sénégas ; que ce

soit au travers de son discours ou de son action. L'existence même de cette évaluation est en grande partie le fruit du travail de l'ancienne accompagnatrice de l'« Escale ». Mobilisée à plein temps sur l'association, rémunérée ou pas, E. Sénégas assure une large partie du travail d'organisation, de communication interne (rédaction de comptes rendus, mails réguliers d'informations générales), mène bien souvent les discussions, et poursuit de manière plus ou moins explicite son travail d'accompagnement, recevant parfois des personnes envoyées par les assistantes sociales informées de son action. Les cahiers de bord d'E. Sénégas, s'ils retracent les péripéties de l'association, sont également parsemés de petites notes, sur la santé, le travail, et les mésaventures des différents membres de l'association. Elisabeth connaît personnellement (souvent dans les détails les plus intimes de leur vie et les plus douloureux de leur trajectoire) tous les membres. Elle est la seule à pouvoir se prévaloir de cette connaissance globale de l'association. C'est très logiquement qu'elle centralise la fonction de représentation de l'association vis-à-vis de l'extérieur, comme nous le verrons plus tard. E. Sénégas, par son implication, son charisme, sa centralité, dessine peu à peu la figure du chef. Elle est souvent reconnue comme telle par les autres membres, quitte à susciter des frictions, comme à l'occasion d'une trop grande opacité de la gestion d'un dossier de subvention. Pour autant, l'importance du rôle d'E. Sénégas n'est pas un tabou, et n'est pas ressenti comme une injustice scandaleuse. Et pour cause, malgré la réalité incontournable de ce rôle, l'épreuve du chef est gérée collectivement.

Présenter E. Sénégas sous la figure du chef serait faire l'impasse sur l'invariable corolaire de son implication particulièrement forte dans la vie de l'association : la dénégation incessante et quasi immédiate d'un rôle qui lui échappe et qu'elle refuse. Depuis aout 2007, date de notre rencontre, E. Sénégas n'a eu de cesse d'affirmer l'imminence de son départ de l'association. Elle ne peut pas continuer « *comme ça* », son arrangement financier n'est que provisoire, et elle ne souhaite pas s'investir autant dans l'association. Lorsqu'on lui demande ce que l'association propose, sa réponse est toujours la même : rien. Les membres doivent se prendre en main, s'activer, elle ne peut, ni ne veut, tout faire toute seule. À l'écouter, l'unique souhait d'E. Sénégas est de ne plus s'impliquer, d'être remplacée, de ne plus être au courant. Quand elle prend la parole en réunion, elle s'excuse de trop parler, et s'inquiète de reproduire inconsciemment un schéma qu'elle cherche à fuir : celui qui permet à quelques uns de parler pour d'autres, à la place des autres. Cette posture n'est pas qu'une déclaration sans conséquence. Dès 2007, E. Sénégas insiste pour ne plus être présidente de l'association. Certes, elle en demeure la permanente, mais elle n'occupe plus le poste de présidente. C'est Sophie, puis Claudine, qui, toutes deux allocataires du RMI, accepteront cette responsabilité

et se succéderont à ce poste. Lorsqu'E. Sénagas se déplace dans les rencontres publiques, elle refuse d'y aller seule : Claude prend la parole à la tribune lors d'une rencontre sur la précarité, et Elisabeth reste assise à sa place. Lors des réunions internes au réseau d'association auquel « Entr'actifs » adhère, c'est avec Joël et Catherine qu'elle fait le déplacement. Pourquoi ? Pour ne pas parler en leur nom, pour leur laisser toujours la possibilité de parler, de la contredire (ce qui arrive toutefois rarement). Lorsqu'E. Sénagas part en vacance, elle prévient l'association qu'elle a besoin de prendre l'air, de ne plus entendre parler d'eux, et leur demande comment ils feront « quand elle ne sera plus là ? ». En deux ans, le schéma n'a pas changé : plus son rôle s'affirme, plus elle le nie, et plus elle associe toute l'association à cette dénégarion. On fait régulièrement remarquer à E. Sénagas, sur le ton de l'humour, ou sur un ton plus courroucé, son omniprésence. Au sein du CA de l'association, E. Sénagas occupe aujourd'hui une place circonscrite et limitée fonctionnellement : elle est chargée de la communication et des financements.

E. Sénagas profite de toutes les occasions pour pousser cette logique à son paroxysme. L'association étant parvenue à financer un poste à mi-temps pour une permanente de l'association, c'est Catherine, allocataire du RMI, et membre de l'association depuis un an, qui occupera ce poste dès juillet 2009. Ce rôle, qu'E. Sénagas a rendu central, puisqu'y transitent les contacts, les dossiers en cours, les modes de gestion quotidiennes de l'association, doit être transmis, livré à d'autres. Voici le discours incessamment martelé au sein de l'association depuis deux ans. Lorsque l'association candidate auprès du Haut Commissariat aux Solidarités Actives, pour financer de manière expérimentale la vie de l'association, Elisabeth le réaffirme : il s'agit de financer son poste pendant un an, pour qu'elle puisse le livrer clé en main à quelqu'un d'autre. Elle s'appuie d'ailleurs sur cette posture pour interpeller ceux qui sont « payés » pour s'occuper des plus pauvres : pourquoi ne pas faire les réunions le samedi ? Pourquoi ne pas rémunérer les Rmistes conviés aux réunions ? Pourquoi accepter ce paradoxe d'une élite payée au nom de ceux qui n'ont rien ? La professionnalisation de son rôle est rejetée en bloc par E. Sénagas, sous le slogan d'un « tous ensemble » et pas « les uns à la place des autres ».

Il est bien entendu indéniable que la présence de l'ancienne formatrice a joué un rôle déterminant dans la création et la survie de l'association, pour des raisons que nous aurons encore l'occasion d'explorer. Il paraît toutefois moins intéressant de pronostiquer les chances de survie de l'association après son départ. Si cette question ne présente pas d'intérêt, hormis pour les membres de l'association qui devront matériellement y répondre, c'est pour une raison très simple : dans « Entr'actifs », le travail de transmission du « pouvoir » fait partie

intégrante de son exercice. Sitôt le chef apparu, l'exigence d'égalité portée par celui-ci lui imposa de nier sa place et de la dissocier de sa personne. Le pouvoir du chef, dans la plèbe d'« Entr'actifs », est *démocratique*, dans le sens que donne Claude Lefort à ce qualificatif, à savoir : qu'il représente un lieu vide, que chacun est en droit et en capacité d'occuper, qu'il n'appartient à personne, pas même (et surtout pas) à la personne qui l'exerce.

_ La division du groupe et la hiérarchie

En écho à cette question du chef, la division du groupe et de sa hiérarchie constitue la deuxième menace de séparation inégalitaire des égaux. Comme nous l'avons déjà évoqué, tous les membres d'« Entr'actifs » n'occupent pas les mêmes fonctions, ne sont pas présents avec la même régularité, ne font pas preuve de la même implication. Pourtant, « Entr'actifs » est un groupe, et doit, pour se reconnaître et être reconnu comme tel, se doter des attributs d'un groupe. Ce qui distingue le groupe du rassemblement de personnes réside dans sa capacité à s'administrer, se donner des règles, et les faire respecter. Or, la constitution d'un groupe est le plus souvent assimilée à l'inévitable apparition d'une oligarchie, véritable *loi d'airain* de l'organisation collective, pour reprendre l'expression de Roberto Michels (1915). Les aspirations égalitaires de l'association doivent donc affronter cette loi inextricablement liée à l'adoption même de la forme associative.

La constitution du Conseil d'administration et du Bureau de l'association fut, de ce point de vue, un témoignage saisissant de l'exorcisation de la menace oligarchique et de la division hiérarchique du groupe. C'est en avril 2008 que le groupe se dote des structures associatives classiques. Au terme d'une réunion, une structure très particulière est adoptée par « Entr'actifs ». En dehors de la présidente (Sophie), l'ensemble des postes sont doublés voir triplés. L'intégralité des membres siègent au sein du CA, et tous les membres du bureau sont occupés par deux, trois voire quatre membres. En d'autres termes, toute l'association siège au sein de la structure centrale de l'organisation, donnant une importance toute relative aux responsabilités des uns et des autres. L'identité des membres impacte inévitablement sur la nécessité d'une telle organisation : certains d'entre eux, qui réalisent déjà un « exploit » en participant de manière régulière à la vie de l'association, ne souhaitent toutefois pas avoir à assumer seuls des responsabilités, aussi légères soient-elles. Toutefois, l'organisation permet un partage effectif et officiel des tâches : Michel s'occupe à présent des inscriptions, Renée de la comptabilité, etc. Lors de l'élection du nouveau CA en avril 2009, Joël, membre « inamovible » depuis son apparition à l'association à l'automne 2007, quotidiennement présent dans les locaux, indéfectible participant de toutes les activités de l'association, se

présente et est élu au poste de vice-président, tout en exigeant que « Cécile (vice-présidente depuis un an) se présente aussi ». Le mode d'organisation prend tout son sens : la porte des responsabilités reste ouverte mais ne contraint personne.

L'association « joue » en permanence avec les formes associatives : les réunions sont organisées mais commencent et se terminent sans qu'aucun indicateur n'en décrète officiellement le début ni la fin ; tant et si bien que seuls les doctorants en observation restent encore assis à la table de réunion alors que tout le monde se trouve déjà debout aux quatre coins de la pièce discutant par petits groupes, ou encore autour de la table...du buffet cette fois-ci. Le groupe n'évite pas la division, mais la circonscrit dans des instants et des instances : l'élection du CA, l'organisation du bureau, la signature d'un document. Agissant comme des épouvantails ou des assurances, ces modes de prévention de la division interne, sont également le moyen de rappeler à tous l'égalité effective au sein de l'association.

_ Le rapport à l'extérieur

Une fois le groupe constitué, reste à le faire survivre dans son rapport aux Autres. Les exigences de l'insertion de l'association dans le paysage associatif et politique de son territoire lui imposent de gérer les relations du groupe avec « l'extérieur ». Celui-ci peut en effet être rejeté, attaqué, accusé par son environnement et ne pas survivre à ces pressions.

Au sein du bureau, le poste attribué à E. Sénégal, bien que circonscrit, n'est pourtant pas anodin. « Chargée des relations extérieures et des financements » : voici un intitulé qui traduit et rend parfaitement compte de deux des rôles entièrement assumés par E. Sénégal. Cette dernière centralise en effet une fonction essentielle : le rapport de l'association avec l'extérieur. Les réseaux militants sur les questions d'exclusion, de précarité, de citoyenneté, les coulisses et les scènes des rencontres publiques organisées par les institutions⁴, le Conseil de Développement de l'agglomération de Voiron, les nombreuses et diverses rencontres avec tous les types de populations ou groupes sociaux (des militants d'extrême gauche aux cercles patronaux locaux), sont autant de lieux et d'occasions pour E. Sénégal de « présenter Entr'actifs ». Lorsque l'émission de radio « Carnet de Campagnes », diffusée sur France Inter souhaite recueillir le témoignage de la petite association voironnaise, c'est E. Sénégal qui passe à l'antenne⁵. Mais ce prosélytisme, qui a par ailleurs débouché sur de

⁴ On peut citer notamment la participation active d'« Entr'actifs » aux évènements organisés par la région Rhône-Alpes, comme par exemple, Les Rencontres Mondiales "La démocratie participative du local au global : pour quel développement ?" du 10 au 12 décembre 2007 ; et la rencontre « démocratie participative et précarité ? » du 29/11/2008. L'association a également prit part au Grenelle de l'insertion organisé à Grenoble en novembre 2007 par le Haut Commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté.

⁵ Carnet de campagne, France Inter, 12/05/2008.

nombreuses adhésions (symboliques pour beaucoup d'entre elles), à l'instar des relations de l'association à son environnement, sont eux aussi soumis aux règles égalitaires en vigueur à l'intérieur de l'association. Trois éléments alimentent cette conviction.

Premièrement, E. Sénagas sollicite l'aide des institutions publiques d'une façon résolument utilitariste mais pleinement assumée. Multipliant les demandes de subventions publiques, et les obtenant de temps à autres, E. Sénagas, habituée des bilans d'activité et des comptes rendus d'action, refuse catégoriquement d'accepter une quelconque ingérence des financeurs dans les activités de l'association. Lorsqu'un des plus importants pourvoyeurs de fonds de l'association demande à ce que lui soit transmis un bilan d'activité, ce bilan est accommodé par E. Sénagas :

« Donc j'ai mis qu'il y avait dix huit RMistes et dix neuf autres publics. Après j'ai refusé de mettre l'âge, le sexe, la situation familiale, les études, parce que moi je l'ai pas, on ne le demande pas. Par contre les communes, et comme on a les adresses, je l'ai mis. Période d'activité professionnelle, j'ai pas mis. Illettrisme, santé, non plus... »

Malgré la subvention, la « porte-parole » de l'association protège deux des principaux piliers de l'association : l'oubli des « profils » de ses membres et son auto-administration. « Entr'actifs » ne tient pas de statistiques sur ses membres, et refusent d'enregistrer des données sur les parcours et situations de ces derniers. L'association prend également avec beaucoup de méfiance les « conseils » qui lui sont adressés par des « professionnels de l'organisation » : lorsqu'une autre association lyonnaise, devant apporter son aide à la réalisation d'un film à partir d'une journée de réunion publique organisée par « Entr'actifs », se risque à indiquer les erreurs et les points à améliorer, la « porte-parole » ignore les conseils, et s'offusque de l'intrusion. L'heure est à la vigilance : les déclarations d'intention, l'hypocrisie des promesses d'aide, l'instrumentalisation de l'association par des professionnels et des responsables politiques trop contents de trouver des « rmistes » capables de prendre la parole est un danger constamment à l'esprit d'E. Sénagas. Les relations avec les autres acteurs ne se font jamais sur le mode du consensus, et constituent souvent des « épreuves » douloureusement vécues par la Chargée de relations extérieures et des financements.

Deuxièmement, l'association tient à maîtriser le cadre des interactions avec son environnement et, pour cela, elle invite régulièrement ses « partenaires » à venir s'exprimer et débattre. Les deux réunions publiques (celle de décembre 2007 et celle de novembre 2008) sont exemplaires du renversement des relations classiquement instaurées par les institutions : « Entr'actifs » invite autant qu'elle n'est invitée à prendre la parole. La journée du 10

décembre 2007 l'incarne : alors que la région Rhône-Alpes organise les 10, 11 et 12 décembre 2007 un évènement international consacré au thème de la démocratie participative – auquel est convié « Entr'actifs » – l'association organise le même jour « sa » réunion rassemblant les acteurs de « son » territoire. L'association, qui veut être écoutée à l'instar de nombreuses autres associations, a choisi pour ce faire de circonscrire le territoire de sa parole : le pays voironnais, et les acteurs qui le peuplent. Pour trouver des « solutions », l'association convoque ceux qu'elle considère comme étant potentiellement impliqués dans les problèmes qui se présentent. Elus du territoire, services administratifs de l'insertion, patrons et entrepreneurs locaux, sont engagés dans une discussion « d'égal à égal » avec « Entr'actifs ». Plus de conseils, ni d'accompagnement, ni de promesses : la discussion ouverte par les invitations doivent soumettre les responsables traditionnellement possesseurs des ordres du jour à l'agenda défini par « Entr'actifs ».

Troisièmement, l'association se caractérise par une méfiance certaine vis-à-vis des associations « amies ». Cette méfiance, qui est essentiellement le fait d'E. Sénégal, n'en est pas moins partagée par d'autres membres. Même si l'association s'engage dans ce type de réseau, même si elle participe activement à la tenue d'évènement telle que la Rencontre Mondiale évoquée précédemment, E. Sénégal est perpétuellement vigilante à la conformité des principes moteurs des différentes associations. Redoutant la constitution d'un réseau de super militants et de professionnels construisant des carrières sur le thème de l'exclusion et de la précarité, E. Sénégal multiplie des initiatives parallèles et « hors réseau », qui sont organisées sur le même principe que les réunions publiques. C'est ainsi qu'« Entr'actifs » programma des rencontres (notamment le 27 septembre 2008 à Plan (Isère) et le 16 avril 2009 à Valence (Drôme)) avec d'autres associations, soit pour débattre de thèmes tels que la démocratie participative ou la précarité, ou soit tout simplement pour se rencontrer et « apprendre à se connaître ». Le souci d'indépendance exprimé par l'association à différentes reprises est transféré aux relations avec les autres associations. Elles aussi se retrouvent invitées à s'émanciper d'une potentielle tutelle institutionnelle et à prendre des initiatives de leur propre chef.

E. Sénégal tente de protéger l'association de dangers qu'elle est parfois la seule à identifier comme tels : le poids de la dette vis-à-vis des institutions, les contraintes liées aux bilans d'activités et aux ordres du jour fixés par d'autres. La cohérence entre règles internes et comportements externes de l'association est la justification principale de cette méfiance « ouverte », de cette volonté de sortir et de parler, sans pour autant attendre que quelqu'un d'autres nous en donne l'autorisation ou la permission.

_ *Les règles d'appartenance au groupe*

Cette attitude méfiante mais résolument tournée vers l'extérieur pourrait alors s'accompagner d'une fermeture du groupe cherchant à se protéger pour mieux affronter les menaces extérieures. L'ostracisme, la division entre « nous » et les « autres » menace d'enfermement et de sectarisme la pérennisation du groupe. Or, dans « Entr'actifs », le groupe n'est jamais fermé. Beaucoup de monde passe à « Entr'actifs » ; on y vient, on n'y vient pas, on est souvent là, ou de temps en temps, on participe plus ou moins, on propose ou on suit. Le maître mot de l'implication des membres reste la *volonté*. Si un individu quel qu'il soit estime devoir faire ou ne pas faire telle ou telle chose, ce choix est respecté et rarement remis en cause. Cette manière d'entrer dans l'association brouille le clivage du dedans et du dehors. À titre d'exemple, ceux qui viennent à l'association pour la première fois participent à tout, du CA à la réunion d'évaluation. Le principe est celui de l'accueil, mais pas n'importe lequel : « *on te propose rien ici* », répète l'ensemble des membres au nouveau venu. Il est d'ailleurs arrivé (deux ou trois fois) que les personnes venues à « Entr'actifs » ne reviennent pas, faute de saisir ce fonctionnement inhabituel pour des personnes issues des structures « occupationnelles » classiques.

« Entr'actifs » n'est pas une communauté, mais un principe d'action, pouvant rassembler un nombre aléatoire de personnes selon des modalités toujours à déterminer. E. Sénagas décline par exemple son appartenance à « Entr'actifs » dans la prolongation de sa propre activité. C'est parce que l'association existe qu'elle s'autorise à continuer d'aider les gens :

« Y a des gens qui n'ont jamais adhéré, qui ne viennent qu'une seule fois, ou deux fois, qui ont une demande et qu'il faut les aider. Et leur demande, c'est pas de venir... et « Entr'actifs » c'est tout et c'est rien du tout, et y a pas de militantisme à dire faut qu'on ait une personne de plus... moi je l'ai jamais vu comme ça. L'année dernière, y a une dizaine de personnes que j'ai rencontré au café, qui avaient une demande spécifique et...ou j'ai renvoyé ou aidé moi-même, accompagné, ou eu au téléphone, mais pour moi c'était « Entr'actifs » même si donc ces personnes c'était pas « Entr'actifs », mais... c'est pas un truc à fermer, c'est pas un truc à grossir, enfin on s'en fout, « Entr'actifs » ça vivra le temps que ça doit, et puis si ça meurt, ça meurt. »

Malgré cette utilisation de l'appartenance à « Entr'actifs », les règles d'appartenance au groupe ne sont pas absentes, bien au contraire. Michel, qui gère tant bien que mal les inscriptions, met un point d'honneur à ce que les différents adhérents soient « à jour » de leur cotisation, et ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de l'évoquer, l'inorganisation du groupe, le manque de clarté sur le nombre des membres et sur les moyens de les contacter sont l'objet

de discussions permanentes. Mais les règles d'appartenance au groupe dépassent largement ces aspects organisationnels. Faute de vouloir tracer précisément la ligne de frontière entre le dedans et le dehors, l'association redéfinit les liens entre ses membres en recréant une communauté de « problèmes ».

Lors des réunions de préparation aux débats du 10 décembre 2007, axés sur la précarité et la citoyenneté, l'association opère une destruction et une déstructuration quasi permanente des mots qu'on lui soumet. La précarité, qu'est-ce que c'est ? Définition du dictionnaire, réflexions de tous, discussions, débats permettent à l'association de s'approprier un mot qu'elle « a en commun » : en effet, à « Entr'actifs », tout le monde est précaire. Les plus aisés ont connu la galère, certains vivent avec de très faibles revenus, mais admettent volontiers que la solitude peut toucher les membres les plus riches. La précarité peut « frapper n'importe qui » à « n'importe quel moment ». Ils sont nombreux à « Entr'actifs » à avoir vécu une « descente aux enfers », à perdre tout ce qu'ils avaient. « Tout le monde à besoin d'aide » lancent Renée et Suzanne lors d'une réunion, mais « le plus dur c'est de demander de l'aide » ajoute Elisabeth. Pour Joël, les verbes *aider* et *aimer* ne sont séparés que par une lettre, comme le rappelle son collage punaisé au mur du local de l'association. Et cette aide ne peut être que réciproque, que le résultat d'un échange entre des individus soumis aux mêmes péripéties de vie, aux mêmes difficultés potentielles. Au final, peu importe qui a vécu quoi. La précarité est un fardeau collectif, que seule l'entraide peut vaincre. Le ciment d'une égalité forgée dans la solidarité. Ce qui divise le groupe ou le fracture en une multiplicité d'appartenance est constamment déconstruit et réapproprié par le groupe. Ce souci des mots « justes », à l'instar du besoin d'aide, n'importe quel individu peut le partager. Et ce sont précisément ces éléments qui définissent l'appartenance au groupe d'« Entr'actifs », à géométrie toujours variable et constamment maintenue dans le flou.

b) L'espace entre les hommes

La gestion (voir l'exorcisation) du chef et de la division, le rapport ouvert et méfiant vis-à-vis de l'extérieur et la définition d'une identité toujours en mouvement, mettent au cœur des activités d'« Entr'actifs » ce que M. Breugh (2008), à la suite de Miguel Abensour, nomme le « lien politique ». La distinction opérée par M. Breugh (2007, pp. 315-320) entre « lien social » et « lien politique » nous semble tout à fait cruciale : ce qui se joue dans le lien entre les individus n'est pas uniquement une affaire de vivre ensemble ou d'organisation institutionnelle. Ce lien humain, attachant les uns aux autres, peut devenir lien politique, à

partir du moment où plusieurs individus singuliers décident de *tordre* l'espace qui les sépare. Cet espace, M. Breugh en fait la cible de l'ordre. Le totalitarisme, affirme-t-il en effet, toujours à la suite de M. Abensour, est la destruction de l'espace entre les hommes, leur agglomération en une *masse*. M. Breugh et M. Abensour reprennent à leur compte une formule livrée par Hannah Arendt en réponse à l'obsédante et préoccupante question : « qu'est-ce que la politique ? ». La politique selon Arendt réside dans la capacité à agir et à modifier « l'espace entre les hommes », lieu du lien qui unit tous et chacun dans une communauté proprement politique. La promesse d'égalité que fait l'association voironnaise à elle-même, et les stratégies plus ou moins conscientes qu'elle met en œuvre pour en assurer la réalisation, constitue un foyer de « torsion » de l'espace initial entre les « hommes » d'« Entr'actifs », à savoir : l'espace du guichet de l'accompagnement qui devrait trouver son prolongement et aboutissement dans celui du rapport salarial. La transformation de l'espace entre les hommes en « lien politique » se traduit en actes, nous semble-t-il, dans l'existence même d'« Entr'actifs ». Ne plus être assigné de chaque côté du guichet, repenser l'espace qui nous sépare et nous unit, en faire l'enjeu de notre émancipation. Voilà un des enjeux centraux de cette association d'individualités.

Dans les faits, la torsion de l'espace entre les hommes s'opèrent en suivant deux lignes complémentaire. Chacune d'entre elles constitue un « atelier », au sens artisanal du terme, c'est-à-dire un lieu où l'espace est « travaillé », « tordu » et « remodelé ». Ces ateliers ont des noms : l'atelier du « prochain » (a) et l'atelier du « citoyen » (b). Exposons à présent à grands traits les coulisses de ces fabriques.

_ L'atelier du prochain

Pour débiter notre métaphore des ateliers, quoi de mieux que de l'incarner dans un premier temps au sein des très concrets « ateliers » d'« Entr'actifs ». En effet, les « ateliers » ont constitué tout au long des années 2007 et 2008 l'essentiel des activités de l'association. Souvent hebdomadaires, ces ateliers reposent sur un principe simple : un (ou des) membre(s) de l'association anime(nt) des séances d'initiation ou de pratique d'activités qu'il(s) maîtrise(nt) ou pratique(nt). L'atelier le plus actif est sans conteste l'atelier d'écriture. Organisé tous les lundis par Renée et Suzanne, deux anciennes formatrices à la retraite, l'atelier est en fait une adaptation d'un atelier qu'organisaient déjà les deux formatrices dans le cadre de leur activité professionnelle. Si, entre les deux formules d'ateliers d'écriture, le principe est le même (écriture libre sur des thèmes proposés), la différence tient dans des détails qui changent du tout au tout la morphologie de l'exercice : plus de contrôle

d'orthographe, ni de grammaire, et une organisation commune, beaucoup plus partagée. « *A la MPS, on les envoyait. Là, ils viennent de leur plein gré* » nous affirme Suzanne. « *Ceux qui n'ont pas envie ne viennent pas, et ceux qui ont envie ils sont là* », ajoute Renée, qui précise toutefois que l'atelier qu'elles organisaient dans le cadre du centre de formation n'en était pas pour autant un lieu d'imposition de l'écriture. La différence tient en fait dans ces quelques mots : « *ici, on n'a pas le regard du prof quoi* » (Suzanne) ; « *c'est plus ludique, on n'as pas le même regard. On est presque à égalité* » (Renée). L'atelier se maintient, ne compte jamais le même nombre de participants. Les thèmes sont proposés par tous. Le ton y est tantôt grave, tantôt léger. L'atelier d'écriture est emblématique d'une ligne de conduite perpétuellement à l'œuvre dans les diverses activités et actions d'« Entr'actifs ». Cette ligne repose sur une équation simple : c'est dans l'organisation concrète d'évènements, du plus petit rendez-vous à la plus importante réunion que se reconnaissent les « prochains » ou, pour le dire autrement, les « égaux ». Les ateliers, de par leur principe d'organisation et leur déroulement, sont l'occasion de se reconnaître comme tels. L'atelier de « ballade », destiné à découvrir les richesses de l'environnement immédiat de l'association (les alentours de Voiron) est porté par « Jean-Marc et Joël » nous répète-t-on sans cesse. Lorsqu'une intervenante vient dispenser bénévolement un atelier sur le fonctionnement du cerveau, tout le monde *reçoit* la formation, formatrice, rmiste, retraité, salarié. Même si le contenu des ateliers et leur cadence semblent toujours aléatoires, c'est que l'important n'est pas tant dans la substance de ce qui est fait, que dans le poids de la manière de faire.

Et l'atelier du « prochain » se dessine aussi dans la figure de « l'ami », celui qui aide et qui est aidé. Comme nous l'avons signalé, la précarité n'est plus considérée comme l'apanage de certains membres d'« Entr'actifs » : tous précaires et tous solidaires, les membres d'« Entr'actifs » se rejoignent souvent pour déménager un des « leurs », qu'il soit membre depuis un an ou depuis une heure. On refait aussi la terrasse de Yann, que Joël a l'habitude d'aller chercher chez lui dans une voiture pouvant transporter un fauteuil roulant. On conseille tel ou tel contact pour un logement, pour du travail aussi parfois. On s'organise pour se rendre au lieu de rendez-vous, qu'il s'agisse de l'anniversaire de l'un des membres ou de la tenue d'une réunion publique. L'agenda de l'association est rempli de cette solidarité, invisible et trop vite négligée par celui qui cherche à comprendre « ce que fait » l'association. Et seule la figure du « prochain » et de « l'égal » permet de comprendre ce qui unit les activités centrales de l'association.

L'atelier du citoyen

Pour autant, ce « prochain » n'est jamais statique et figé. Bien au contraire. Reconnaître par un travail incessant une première torsion égalitaire des rapports entre les hommes, engage bien souvent les membres de l'association dans une torsion de l'espace qui leur est propre. En effet, fort d'une affirmation commune d'égalité, certains membres d'« Entr'actifs » retrouvent un levier crucial de la torsion de l'espace qui les sépare des autres : la parole. En un an, de décembre 2007 à novembre 2008, dates des deux débats publics organisés par l'association, nous avons assisté à une transformation indéniable des attitudes de certains des membres les plus « précaires » d'« Entr'actifs » : ceux qui se tapissaient dans le silence se rendent désormais présent par la prise de parole. Rose, Catherine n'ont pas hésité non seulement à exprimer ce qu'elles pensaient, mais à reprendre la parole car elles estimaient que leur interlocuteur n'avaient pas assez clairement saisi ce qu'elles voulaient dire. Joël, souvent disposé pourtant à garder le silence ou à ne « l'ouvrir » que pour laisser s'échapper une plaisanterie, un jeu de mots ou autres boutades destinés à marquer une certaine distance, prend le micro, se lève et dit simplement, que grâce à « Entr'actifs » il enfin pu « marcher debout » de nouveau, qu'il avait pu de nouveau se sentir digne, et en mesure d'affronter les épreuves qui se présentaient à lui. La parole circule dans « Entr'actifs », elle se libère et ne s'administre plus uniquement sur le mode du témoignage. Lorsqu'ils se mêlent aux débats de la journée du 14 octobre 2008, ni Rose, ni Catherine, ni Joël ne sont là pour raconter leur histoire. Ils argumentent et pèsent leur mot, disent ce qui leur semble être « le » problème.

Et comme toute capacité qui se perd et s'acquière, la parole est un exercice omniprésent dans l'association. Entendons-nous bien : pas de cercle de parole, pas de confession, ni de psychanalyse à « Entr'actifs ». *Chez ces gens-là*, lorsqu'on parle, on débat. Comme nous l'avons déjà noté, chacun des évènements auquel participe l'association, qu'elle en soit l'organisatrice ou non, est l'occasion de tenir une, deux, trois, voir quatre « réunions de préparation ». Ces réunions de réflexion commune sont un moyen imparable de libérer une parole dans un sens voulu et recherché par les membres volontaires de ces petits exercices. La démocratie ? La précarité ? L'isolement ? L'accompagnement ? La souffrance ? Tout semble à redéfinir. Aux paroles s'ajoutent les textes de ceux qui ne peuvent être là. Et bien souvent l'humour et l'ironie saisissent à vif les très sérieux débats ouverts par l'association et les institutions. Les textes de Claude, souvent issu de l'atelier d'écriture, donnent lieu à une pièce de théâtre improvisé, et se diffuse dans l'association tel un exutoire salvateur où l'on se moque par exemple de la « liste officielle des cases ». Le « retour à la parole » n'est pas défini

comme un objectif impératif. Les membres d'« Entr'actifs » peuvent rester silencieux s'ils le souhaitent, même si leur silence peut avoir tendance à irriter Elisabeth, qui ne manque pas de son côté de facilité d'expression. Cependant, l'immersion dans l'association se révèle comme étant un potentiel tremplin vers une prise de parole assumée. Mais cette prise de parole est loin d'être quelconque : c'est celle du citoyen, à savoir : celle de l'individu qui affirme qu'il a le droit, autant qu'un autre, d'exprimer ce qu'il pense et de verser sa parole à d'autres paroles équivalentes.

c) La plèbe non prolétarisée

Paradoxalement, « Entr'actifs » semble « provoquer » ce que toutes les institutions chargées du retour à l'emploi rêvent d'accomplir : relever ceux qui comptent parmi les plus durement touchés par le chômage, leur en fournir les armes ; créer les conditions propices à leur expression individuelle et autonome ; leur permettre de réintégrer peu à peu les espaces communs de la communauté, et notamment celui de l'activité productive. Un témoignage simple et évident de cette réalité : plusieurs membres d'« Entr'actifs » en grande difficulté, ne répondant plus aux rendez-vous des institutions, parcourent parfois plusieurs dizaines de kilomètres pour se rendre à l'association, par leur propre moyen. Les politiques d'insertion ou de réinsertion se sont d'ailleurs dotées, sur le territoire, d'instruments parfois très similaires à ce que semble proposer « Entr'actifs ». La *Ferme aux Idées*, ou le *Rigodon*⁶, pour ne citer qu'elles, sont des structures associatives voironnaises qui, subventionnées publiquement, partagent également le même principe d'un accueil ouvert et d'une entraide commune. Sans mettre en cause le moins du monde l'intérêt des démarches proposées et mises en œuvre par ces associations, il nous semble toutefois important d'insister sur un élément qui fait qu'« Entr'actifs » s'en distingue. En effet, ces lieux sont ouverts *par* des associations *pour* des personnes en difficulté, qu'on espère ainsi aider à sortir d'une situation difficile, ou dont on souhaite améliorer le quotidien. Que ce soit dans son discours ou au travers de son action, « Entr'actifs » ne remet pas en cause ces structures, dans lesquelles d'ailleurs certains de ses membres se rendent. Mais ce qui advient de ces membres nous semble quelque peu spécifique, et constitue un des caractères propres de l'association, comme le montre le récit de Joël :

« J'étais à la Ferme aux Idées, et puis par hasard j'ai su qu'il y avait Entr'actifs mais je savais pas ce qui se passait. Je suis venu voir. Juste venu voir. Et puis j'ai retrouvé

⁶ Le Rigodon est un lieu d'accueil et de restauration créée en 1998 à l'initiative de six associations (AFIPaeim - ASTI (association française dissoute) - Confédération syndicale des familles Diaconat protestant - Secours catholique - Société Saint Vincent de Paul).

Elisabeth que je connaissais d'avant, je l'avais rencontré à l'Escale. Bon on s'est déjà engueulée le premier jour je crois. Et puis je suis resté, et puis tout compte fait je m'y suis retrouvé bien. En fait j'ai retrouvé ma famille quoi. Ma famille qui m'avait claqué dans les doigts. Maintenant j'apporte mon aide autant que je peux. »

Lorsque des personnes en difficulté sont « aidées », on les considère comme déchues d'une capacité et d'un certain nombre de « dispositions » qu'il leur faudrait recouvrer afin de pouvoir réintégrer un mode de vie conforme au standard social, basé en grande partie sur l'exercice d'une activité rémunérée. Travailler, ou ne pas travailler, constitue en soi un marqueur identitaire fort. C'est en fonction de cette activité que se détermine bien souvent les *pathologies*, ou au contraire, les *qualités* d'un individu : être inapte au travail et être exclu, réussir sa carrière et être inclus, autant d'*algorithmes* sur lesquels reposent une grande partie des politiques d'accompagnement et d'insertion. Or, ces algorithmes considèrent la plupart du temps qu'une série de conditions « environnementales » ou « sociales » sont nécessaires à un retour efficace et durable sur la marché du travail : le lien social (contre l'isolement), la valorisation de soi (contre l'enfermement), la volonté et la motivation (contre la résignation), semblent ainsi d'indispensables ressources dont doivent se doter ou dont on doit doter les individus souhaitant retrouver le chemin de l'intégration sociale. Comme nous l'avons évoqué, cette « acquisition » de ressources, nous l'avons observé chez de nombreux membres d'« Entr'actifs ». Et pourtant, même si ces personnes en difficulté relèvent la tête, ou remonte la pente, l'horizon du travail semble plus que jamais incertain.

Clarifions dès à présent la situation : « Entr'actifs » n'est pas une communauté autogérée qui défie la place du travail dans la société. Le travail n'est pas absent des discussions et des préoccupations de certains membres de l'association, même si d'autres ne veulent plus en entendre parler. Le travail, sorti du fait que la notion même est elle aussi régulièrement déconstruite, ne constitue pas un problème en soi. Toutefois, c'est l'omniprésence du « retour à l'emploi » qu'ont cherché à fuir certains membres. Comment caractériser alors le rapport qu'entretiennent membres de l'association, travail et recouvrement de certaines capacités sociales ? Pour le comprendre, attardons-nous sur l'exemple de Catherine :

« C'est bizarre, parce que quand je suis ici...justement, moi je voulais plus qu'on me parle de... qu'on me renvoie cette image là, par rapport à la représentation de moi-même. Ras-le-bol d'être toujours au niveau de la société... parce que moi, si tu veux, ça va : j'ai des connaissances et tout, je suis pas isolé...mais par rapport à la société en tout cas, j'avais affaire à quoi ? Aux ANPE, toujours en galère en effet, mais avec toujours cette image d'emploi. Et en fait je suis venu à Entr'actifs, en me disant ras le bol ! Je voulais plus pointer, et en disant je veux autre chose. Et bonne intuition ! (...) J'ai jamais adhéré

à aucune association, et là pour le coup ça correspondait exactement à ce que je pensais des relations entre humains, quoi. Parce que c'est ce qui se passe à Entr'actifs. Des relations humaines, sans façades sociales, voilà. Et du coup c'est paradoxal, parce que du coup je vais peut être avoir du boulot par Entr'actifs. (...) Alors c'est vrai que je suis venue avec la démarche de ressourcerie, mais dans ma tête ça voulait pas dire emploi forcément. C'était me démerder. »

En effet, Catherine, qui est entrée dans l'association pour ne plus être harcelée par l'enjeu d'un retour à l'emploi et qui est arrivée en proposant un projet de « ressourcerie/recyclerie », finit sans vraiment le chercher par retourner à l'emploi par le biais de l'association. En d'autres termes, si le travail ne disparaît jamais totalement, il est relégué par moment à l'oubli pur et simple. Cette façon d'envisager le rapport à l'activité salariée se retrouve dans les étranges demandes d'audition que sollicite E. Sénagés auprès des associations de patrons locaux. Auditionnée par un parterre d'entrepreneurs, Elisabeth leur annonce « *qu'elle ne va pas leur parler d'emploi, mais de citoyenneté* ». Le travail découle d'autre chose, de quelque chose que l'association nomme « citoyenneté ». De plus, s'il en découle, ce n'est qu'« éventuellement ». Il ne constitue aucunement l'horizon de l'expérience que construisent ensemble les membres d'« Entr'actifs ».

Traduit dans le vocabulaire que nous empruntons depuis le début à M. Breugh, l'expérience plébéienne d'« Entr'actifs » distingue le *plébéien* du *prolétaire*. Dans la vulgate marxiste, le *prolétaire* est la figure du creuset dans lequel les hommes disposant d'une force de travail exploitée se regroupe en une classe sociale : la classe des producteurs. C'est bien par sa capacité à produire que se définit l'individu « prolétarisée ». Les attributs liés à la production sont donc éminemment politiques : le prolétaire est celui qui, uni par le travail au reste de sa classe, peut faire advenir la révolution. Or, l'association qu'il nous a été donnée d'observer constitue une tentative de former une plèbe qui, disposant des attributs sociaux du prolétariat (solidarité, force individuelle, autonomie croissante), n'est plus uniquement défini par sa capacité de production. Lorsque le *plébéien* s'affirme, et recouvre les qualités propres à l'exercice de son rôle politique, il n'est plus obligatoirement un *prolétaire*. Dit autrement, les membres d'« Entr'actifs » sont très souvent « positivement » affectés par leur adhésion et leur participation à l'association, sans que cela entraîne pour autant, de manière systématique une amélioration de l'efficacité de leur recherche d'emploi. La trajectoire individuelle est détachée de l'activité marchande, sans pour autant l'éviter ou la nier délibérément. Si Joël, Marie-Bernadette et Michel ne travaillent plus, Rose a retrouvé un emploi comme Catherine, et Claudine s'interroge. Sans interroger la place du travail, leur témoignage et expérience

invitent, nous semble-t-il, à considérer l'idée même d'une incitation au « retour à l'emploi » sous un angle particulier : celui de la dépossession et du contrôle qu'exerce cette injonction sur les individus. C'est en réaction à cette injonction que se dessine la politique d'« Entr'actifs » que nous trouvons au terme d'un voyage dans le *dire* et le *faire* de cette association.

d) La politique de l'espace propre

Le dernier point que voudrions développer concerne ce que nous dénommons « la politique de l'espace propre ». Ce que nous entendons par cette expression, c'est le fait que ce vers quoi tend substantiellement l'action de cette association, c'est la constitution, la conservation et l'établissement d'un espace qui lui est propre. Ce qui implique non seulement un espace matériellement existant et identifiable comme tel – c'est-à-dire un lieu dans lequel les individus peuvent physiquement se rendre –, mais aussi et surtout un lieu dans lequel les mouvements et la temporalité de chacun ne seraient pas prédéfinies, ne seraient pas destinés à se conformer à un mode d'agir *a priori* valorisé positivement. L'espace que nous cherchons ici à définir et dont – du moins nous semble-t-il – l'action d'« Entr'actifs » cherche à tracer les contours, est bien évidemment loin d'être un espace de normalisation des actes et des discours. Il ne s'agit pas d'un espace dans lequel on chercherait (avec plus ou moins de réussite bien sûr) à conformer les actions des uns et des autres, c'est-à-dire un espace dans lequel chacun serait invité – y compris avec l'affirmation de son propre consentement – à abandonner certains comportements (jugés, si ce n'est anormaux ou incorrects, du moins nuisibles à la personne et/ou défavorables à sa bonne insertion socioprofessionnelle) pour en adopter d'autres (considérés au contraire comme propices à la réussite sociale). Cet espace, pour continuer à le décrire par ce qu'il n'est pas, nous dirions qu'il ne s'agit pas d'un espace où les individus *peuvent changer ce qu'ils sont* parce qu'il le faudrait ou qu'ils le devraient, mais d'un espace où ils *peuvent devenir ce qu'ils sont* parce qu'ils le veulent. Il s'agit d'un espace où ce qu'ils sont ne ferait pas l'objet d'une évaluation dont la prétendue « vertu » serait, en rendant possible un diagnostic des manques ou insuffisances, de permettre d'indiquer la place et le lieu qui conviendraient à chacun. Un espace où les fragilités de chacun, ni ne conditionneraient le parcours à suivre, ni ne définiraient la nature, le contenu et le rythme de la transformation de l'individu. Ce parcours et la trajectoire de cette transformation ne sont concevables que dans et par la constitution d'un espace où ce sont les

individus qui déterminent ce qu'ils peuvent et veulent donner, et même plus fondamentalement ce qu'ils peuvent et veulent recevoir.

Les actions des individus en difficulté et la temporalité dans laquelle celles-ci s'inscrivent sont de plus en plus pensées par rapport à un modèle idéal des modalités de transformation individuelle. Or, ce que nous avons progressivement appris l'observation d'« Entr'actifs », c'est non seulement que ce travail de redéfinition personnelle ne s'obtient pas par la projection préalable d'une normalité individuelle vers laquelle on cherche à faire tendre l'individu, mais aussi et surtout qu'il implique, suppose et s'appuie sur la construction d'un espace propre. C'est à partir de la construction réelle et quotidienne de cet espace symboliquement et idéalement défini comme propre, que les différents membres redéfinissent leurs capacités. Autrement dit, c'est en produisant l'espace de leur liberté et de leur autonomie que les individus se produisent comme sujets libres et autonomes. Au final, par son action, « Entr'actifs » renverse en quelques sortes le cadre général dans lequel est pensée l'action sociale. En effet, ce qui est posé comme point de départ, comme cadre de référence et comme objectif ultime de l'action des uns et des autres, et des uns sur les autres, ce n'est plus une connaissance ou une reconnaissance de ce que serait le bon ordre social et individuel ; un ordre social et individuel dont l'avènement incomberait aux institutions publiques *via* la mise en place de dispositifs définissant les modalités efficaces d'ordonnement des individus. « Entr'actifs » ne cesse de vouloir réaffirmer et traduire en actes sa capacité à s'extraire de l'institution, à se maintenir et à agir en dehors de l'institution et de l'ordre des choses que celle-ci définit, et notamment des parcours qu'elle trace aux uns et aux autres, c'est-à-dire leur place, rôle et fonction dans cet ordre.

Nous avons déjà évoqué précédemment certaines manifestations de ce « mouvement » de l'association : que ce soit initialement la disparition de la « relation de service », définissant les uns comme prestataires de service et les autres comme bénéficiaires ; ou encore, postérieurement, le refus de se conformer au rapport de subordination qui s'institue normalement entre une association conventionnée ou financée par des institutions publiques et ces dernières. En effet, tout en se déclarant demandeuse de partenariats avec ses institutions – elle n'hésite pas ainsi à solliciter leur soutien (notamment financier mais pas uniquement) pour la conduite des actions qu'elle mène –, elle prend soin de constamment affirmer sa différence (par exemple au sujet des buts poursuivis : « *Nous, c'est pas l'insertion. Nous, c'est la citoyenneté* » comme le martèle E. SÉNÉGAS), et elle ne tarde jamais bien longtemps à se retirer de tout partenariat et/ou collaboration dans lesquels elle estime être dans un rapport d'inégalité. Cependant, ce que nous avons retiré de nos observations, c'est que l'ensemble de

ces manifestations ne prend finalement sens que si on les rapporte, que si on les appréhende à l'aune de cet espace propre dont la constitution occupe, comme nous nous en sommes rendus compte, une grande partie de l'existence des membres d'« Entr'actifs ».

Afin de matérialiser cet espace, de lui donner du contenu à travers des exemples empiriques, notons que l'enjeu de cet espace est également lié à l'enjeu du temps qui lui est attaché. Dans la relation accompagnés/accompagnants, l'espace et le temps sont réglés par une temporalité et une spatialité qui dépassent l'accompagné, et qui doit être contrôlé par l'accompagnant : rendez-vous aux guichets des administrations, stages de réinsertion auxquels il faut se rendre à l'heure, quelque soit la distance géographique qui nous en sépare, des contrôles mensuels, qui peuvent donner droit ou supprimer des allocations. L'espace-temps ouvert par le lieu propre est en rupture avec cette logique d'imposition/contrôle : il n'est plus l'espace qu'on assigne, le lieu du travail, les guichets des administrations, l'association occupationnelle ou encore le domicile, mais celui qu'on a constitué en tant qu'*égaux*. C'est en cela que la constitution d'un espace propre devient *politique*. Et ce lieu politique métaphorique a principalement pris corps dans la quête d'un lieu bien réel : le local.

Tout au long de ces deux années de suivi, la question de l'obtention d'un « local » pour l'association a été l'épicentre de toutes les conversations, de toutes les préoccupations, de tous les soucis et intérêts. Résidant **dans un local mis à disposition** par le Conseil Général de l'Isère, l'association se trouve confrontée à l'hostilité plus ou moins manifeste de certaines personnes travaillant dans la même enceinte. La gestion du portail commun aux administrations et à l'association, la bonne tenue des lieux (interdiction d'y déposer des affaires), les réclamations d'un droit à user de ce local, ont constitué les premiers éléments fédérateurs au sein de l'association. L'association se contente provisoirement de cette solution, tout en cherchant activement un autre local qui serait le « sien », c'est-à-dire dont elle aurait les clés et dont elle pourrait disposer à son aise. Elle multiplie ainsi les demandes de subventions, se met en quête d'une nouvelle proposition auprès de la mairie de Voiron, du Conseil Général, en bref de tout ce que le territoire compte d'institutions. Elle fait de sa demande un des enjeux des « journées de débat » qu'elle organise, et en profite pour interpeller les élus, chefs d'entreprise et autres responsables ayant répondu à son invitation. Déclinant une proposition qu'elle juge inadaptée, parvenant à trouver un accord pour rester un temps dans « son » local provisoire, l'association nous présente dès 2008 la quête d'un local comme l'enjeu crucial et le point névralgique de son action.

Après en avoir beaucoup « entendu parler », nous nous sommes rendus dans ce local. Il est effectivement parfaitement entretenu, l'association se pliant aux règles imposées par ses

vigilants « colocataires ». Et nous avons pu noter que tous ne prennent pas part de la même manière à cette gestion. Plus précisément, c'est Joël qui semblait le plus soucieux de la tenue des lieux. Vérifier le portail, prendre et donner la clé, s'assurer que les portes sont verrouillées sont autant de préoccupations auxquelles Joël se montrait constamment attentif. Ce qui nous a fortement intrigué car, bien que présent tous les jours dans les locaux de l'association, Joël a toujours montré certaines réticences à s'engager dans les différentes activités de l'association. Présent, mais souvent passif ou en retrait, Joël ne se soucie pas moins de l'ouverture et du maintien du local de l'association. Nous avons également été interpellés par cette attention portée au local lorsque nous avons constaté que des membres de l'association, qui se montrent pourtant très peu disert sur leurs difficultés personnelles, affirmaient se soucier de la « précarité » du local. C'est ainsi que certains se préoccupent du « problème » du local, alors qu'ils ne disposent eux-mêmes que d'un habitat précaire. Jean-Paul considère même que le fait de ne pas être propriétaire des lieux est un obstacle à la mise en place de son atelier « cuir ». Ce local, il ne s'agit pas seulement d'un lieu où passer la journée et boire un café – même si ces dimensions font partie intégrante de la vie d'« Entra'ctifs » ; comme d'ailleurs de celle de n'importe quelle association. Cependant, alors que n'importe quelle association cherche un local pour exister et légitimer son existence, il nous est apparu qu'« Entr'actifs » fondait sa propre recherche sur des justifications d'une nature bien spécifique.

Si l'association cherche un local, c'est qu'elle veut recevoir. En n'étant plus de ceux qu'on accueille, héberge, ou encore tolère, les membres d'« Entr'actifs » cessent également de la sorte d'être de ceux qu'on convoque, déplace, et qu'on soumet à des injonctions. En disposant d'un lieu propre, l'association se retrouve en mesure de recevoir et d'inviter ; aspect des activités sur lequel nous ne revenons pas, l'ayant déjà largement abordé. Un exemple supplémentaire permet toutefois de comprendre la manière dont nous avons été saisis par le caractère faussement anodin de ce déplacement symbolique : lorsqu'on sollicite l'association pour la réalisation d'un film sur la précarité, ces derniers refusent d'être filmés dans les locaux du Conseil Général. Ce sera dans leur local, ou nulle part. Le lieu propre, une fois constitué, est changé en « scène commune », à savoir le lieu où s'affirme l'altérité du groupe, en son sein comme avec son dehors. Ne pouvant que constater l'indéniable accumulation d'éléments attestant de l'importance du local, nous n'avons pu que nous sentir confortés dans notre analyse lorsque l'association a commencé à évoquer le projet de construction d'une « maison en bois ». Ce projet, né dans le courant de l'année 2008, caractérise de manière explicite le fait que ce qui les unit et que ce par quoi ils se rendent de nouveau capable de s'unir, c'est la construction d'un lieu propre. Projet « pharaonique » pour une association sans

ressources et dont la plupart des membres sont précaires, la maison d'« Entr'actifs » témoigne de la séparation entre l'enjeu de l'appropriation d'un espace propre, et le local dans sa fonctionnalité matérielle. En effet, même si l'association a désormais trouvé un local dans lequel installer une permanence et sa nouvelle permanente, la maison de bois n'en demeure pas moins d'actualité. Obtenir un local, cela ne s'est jamais réduit à la nécessité d'organiser des réunions et de ranger des papiers, nous en étions de plus en plus convaincus. L'implantation d'une antenne de l'association à Vinay en Isère, à la demande de Françoise et Yann, nous l'indiquait encore une fois. Le « local » est plus qu'un agencement de murs et de meubles. Le local se constitue là où les membres de l'association ont décrété qu'il existait un espace propre, c'est-à-dire un espace leur permettant de sortir du statut infra-politique dans lequel les plaçait leur situation.

C'est donc *physiquement* que s'occupe l'espace propre. Au-delà des murs, c'est la capacité des membres à s'inscrire dans un espace qui est désormais le « leur », et qu'ils ouvrent au reste du monde dans un souci permanent d'égalité dont le maintien dépend à son tour du travail d'appropriation de l'espace. Ainsi, à l'occasion des réunions, qu'elles soient internes ou publiques, c'est la liberté de mouvement qui prime. Et plus exactement la liberté de posséder l'espace comme on l'entend. Ils sortent, rentrent, se déplacent, s'en vont et reviennent : ils contrôlent le lieu et s'y sentent à leur aise. Ils se sentent d'ailleurs à leur aise dans tout endroit où ils auraient décidé de revendiquer leur capacité d'auto-détermination. Ils multiplient les lieux (à Vinay, à Plan, à Voiron) et jouent sur la maîtrise de la dimension temporelle en mettant l'accent sur les limites du « temps de l'institution ». L'association commence de ce fait à prendre pour habitude d'organiser des réunions et événements le samedi. « Entr'actifs » se justifie en posant la question suivante : comment considérer que les rencontres entre « professionnels de la précarité » et « précaires », qui se déroulent en semaine (au sein des locaux institutionnels d'ailleurs), se conforment à un mode de relation égalitaire, lorsque les premiers en retirent une rémunération tandis que les autres devraient bénévolement « donner de leur temps » ? En établissant le samedi comme jour de rencontre, l'association cherche à s'assurer que tous les présents le font en-dehors du cadre professionnel et de l'obligation institutionnelle de gérer les réseaux d'acteurs associatifs ; et qu'ils sont ainsi bel et bien animés par la volonté militante de partager la « scène commune » proposée par « Entr'actifs ».

Cette analyse que nous proposons, nous l'avons soumise à la sagacité des membres de l'association. Nous avons tenté d'éclaircir auprès d'eux ce que nous pensions de la focalisation de leur attention sur le local. Cette discussion avait eu l'incroyable mérite de

solliciter des réactions sceptiques, et notamment une, de la part de Jacques, un ancien formateur, membre de l'association, et rompu aux exercices de mobilisation collective pour avoir déjà milité dans d'autres associatives. Pour celui-ci, il n'y avait pas de différence de nature entre le rapport qu'« Entr'actifs » entretenait avec l'existence (ou l'inexistence) d'un espace propre et le rapport que pouvait établir n'importe quelle autre association avec l'obtention d'un local. Fortement désavoué par le reste de l'association, la discussion s'est prolongée bien après la réunion que nous avons avec eux sur cette question, et elle se prolonge encore aujourd'hui. Elle fait encore l'objet de leurs discussions, et elle a même fait l'objet d'envoi de mails. Parmi ces messages, celui de Joël, véritable « gérant » du local, qui nous a semblé pouvoir parfaitement ponctuer notre propos. Aussi, en espérant que l'intéressé ne nous en tiendra pas rigueur, nous nous permettons de le citer *in extenso* :

« Bon, je vais tenter d'exprimer clairement mes pensées !! Sachant que comme le texte que j'avais écrit pour le grenelle de l'insertion, il s'agit pour moi d'un IDEAL, d'un rêve, d'une utopie qui comme toute utopie est destinée à être réalisée, auquel cas il ne s'agit plus d'une utopie !! En ce qui concerne la maison (pour l'instant le local à Voiron) j'ai parlé de matrice, de la mère, du ventre, on pourrait aussi avancer la poche nourricière, le cordon ombilical, l'utérus etc. j'en oublie sûrement ; il y a toute une symbolique facile à comprendre je pense : c'est là que s'est construit tout être humain et même nombre d'animaux, c'est le nid, la protection la plus sûre pour le petit et c'est bien là qu'aimerai se réfugier l'être quand il est au plus mal (surtout dans sa tête, son âme). Même dans l'industrie le mot MATRICE (qui vient de mère) est employé: c'est le 1^{er} moule qui sert à faire tous les autres ! La maison abrite la FAMILLE. Toute la fratrie est issue de la même matrice, de la même mère ! Et je ne serais pas surpris si on découvrait en remontant les différentes étymologies que le mot maison lui même provient du mot mère. Dans ce cocon, on est en conditions idéales : on n'y a jamais faim, jamais froid, la seule occupation est de profiter de la douceur de l'endroit et de sa sécurité et en même temps c'est là qu'on reçoit les enseignements et les forces, la nourriture terrestre et spirituelle qui forgeront notre individu ! La matrice représente et dispense également l'AMOUR ! L'amour que l'on reçoit mais aussi celui qu'on donne ! Voire l'amour universel cher à M-Bernadette !! Bien sur cette maison serait notre lieu de vie ou nous aurions plaisir à nous retrouver, à nous ressourcer, sans contrainte d'horaire ou autre; ou chacun la marquerait de son empreinte.... un lieu ouvert où chacun peut passer quand bon lui semble pour boire un verre ou apporter des nouvelles du front : ça c'est la MAISON BLEUE adossée à la colline , on y vient à pied, on ne frappe pas, on a jeté la clé ... La MAISON c'est aussi la maison des sages !! Dans toutes les civilisations primitives, les rares qui existent encore de nos jours également, on trouve ce genre de maison ! Généralement c'est une très

grande maison (en bois) placée soit en plein centre du village, soit au contraire bien détachée ou viennent palabrer les Sages, et selon les tribus viennent aussi se rencontrer les familles, ou vient se réfugier la population en cas de coup dur !! C'est parfois le siège de cérémonies soit rituelles soit de la vie ! Ou aussi le lieu de rencontres avec les émissaires d'autres tribus !! Etc. etc. !! De nos jours ce lieu s'est perpétué mais d'une manière fort dévoyée : il s'agit tout simplement de la mairie ! Mais le lieu a beaucoup perdu de sa magie et de son authenticité ! Autrefois, dans chaque village aussi petit et retiré soit il, on trouvait au moins un bistrot ! Là aussi, c'était le lieu de rencontres et d'échanges de la population ! Aujourd'hui il ne reste plus grand chose de toute cette chaleur humaine, tous ces lieux ont disparus ou détournés de leur destination première !! Nous sommes passés à l'ère de l'individualisme !! Mais l'homme est un animal grégaire, il a malgré tout toujours besoin de ses congénères. Revenons à la maison : j'ai entendu, il y a quelques jours à la radio un sociologue (?) ou presque dire que les gens, les familles avaient besoin de bâtir une maison pour retrouver le ventre de la mère (sic) Je rajouterai : même les animaux ont ce besoin : ils se réfugient, se mettent à l'abri dans un terrier, un nid, une bauge, une aire, un antre voire une grotte, etc. etc. !! On a tous besoin d'un refuge! ENTRACTIFS est une grande FAMILLE qui recherche son HOME !! HOME SWEET HOME !! Bon maintenant que je suis bien lancé, je vais aussi rappeler que nous fonctionnons comme un cerveau ou chacun est un neurone différent du voisin et que toutes les connexions diverses et variées qui s'établissent entre tous développent une énergie !! Lorsque nous serons suffisamment nombreux et aguerris l'énergie produite pourra déplacer des montagnes !! Pour aujourd'hui nous allons nous contenter de notre cerveau reptilien !! MERCI DE VOTRE ATTENTION !! La prochaine fois : Démocratie et Solidarité !! A bientôt ! Joël ».

CONCLUSION

Si elle ne peut que difficilement servir de modèle de base pour la construction d'un dispositif générique d'accompagnement social, il n'en demeure pas moins que l'association « Entr'actifs » a relevé le « challenge » qu'elle s'était fixée, à savoir : celui de maintenir vivant le principe d'une égalité entre des individus inégaux grâce à l'affirmation d'une « citoyenneté » commune, et de parvenir à redresser ceux d'entre ses membres qui traversaient les plus grandes difficultés. Les différents éléments que nous avons exposés dans ce document ne sont pas destinés à servir de base à l'établissement d'un classement des associations. Nous ne doutons pas que de nombreux acteurs associatifs et même institutionnels se reconnaîtront dans le récit de cette aventure, et ne pourront s'empêcher de

tempérer les éléments que nous présentons comme « spécifiques » à « Entr'actifs ». Au moment où nous avons fait le choix de procéder à une évaluation monographique, et non pas comparative, nous n'étions que trop conscients de ce risque du tropisme auquel nous nous exposions. Si nous avons accepté un tel état de fait, c'est pour une raison simple : essayer pour une fois de ne pas céder à la tentation d'appréhender un groupement humain au prisme de notre intelligibilité scientifique, mais *a contrario* de mettre notre « science » au service de l'intelligibilité produite sur le monde social par ce groupement humain. Même si « Entr'actifs » n'est certainement pas la seule association de ce type à exister en France, il n'en demeure pas moins que son expérience nous permet de dégager pour le moins trois idées pouvant intéresser l'ensemble des acteurs impliqués dans les questions d'insertion, de précarité et, plus généralement, de démocratie.

Premièrement, un long propos ayant trait au travail social et à ses évolutions. Dans un article paru en 1983, Robert Castel avait émis l'hypothèse – qui n'a cessé jusqu'aujourd'hui de trouver matière à confirmation – selon laquelle le travail social serait travaillé par l'avènement d'un paradigme « préventif » qui ne viendrait pas s'inscrire dans le prolongement des pratiques curatives « assistantielles » (Castel 1983). Il s'agit, selon le sociologue, d'une transformation bien plus profonde qui implique (et qui ne fut rendue possible que par) une modification des modalités et principes de définition des individus auxquels s'adresse le travail social : c'est ainsi que s'est progressivement substituée au sujet concret de l'intervention une combinatoire abstraite de facteurs désignant des ensembles statistiques comme « populations à risque », selon une logique probabilitaire et non plus causale. En remplaçant l'appréciation *in situ* de la potentialité du danger encouru socialement par les individus, cette détermination anticipée du risque social dont seraient porteurs tel ou tel groupe d'individus, a permis d'autonomiser la gestion administrative des populations par rapport aux interventions sur le terrain, de rendre l'expertise indépendante de la prise en charge et de faire prévaloir un souci de dépistage et de surveillance systématique sur le souci d'assistance et de protection.

En effet, d'une part, que l'on pense que ce fut un bien, ou au contraire un mal (*Esprit* 1972)⁷, la volonté d'une prise en charge aussi complète que possible des populations dont il avait la responsabilité a caractérisé toute la tradition du travail social, et de l'assistance en général. Or, cette fonction tutélaire du travailleur social tend à se réduire à la simple mission de diagnostic.

⁷ La revue *Esprit* fait paraître en 1972 un numéro spécialement consacré au travail social, « Pourquoi le travail social ? », dans lequel de nombreux spécialistes, chercheurs et praticiens, tendent notamment à soutenir l'idée que celui-ci serait principalement un instrument de « contrôle social ».

Par ailleurs, alors que sa légitimité lui provenait de la connaissance personnelle de l'individu, elle est désormais subordonnée à sa capacité à marquer cet individu, à lui constituer un profil, afin de le placer sur une filière, ou pour le dire plus communément, un parcours. D'autre part, le conflit entre administrateurs et praticiens est également une vieille tradition du travail social. Ainsi, dans la littérature professionnelle, il est récurrent que le gestionnaire apparaisse toujours comme celui qui refuse au praticien les moyens de son action, qui fait obstacle aux initiatives au nom du respect tatillon du règlement, ou encore celui qui impose des rôles de contrôle et de répression. Classiquement cependant, cette opposition se joue entre deux partenaires à peu près égaux, ou du moins laisse place à la négociation, aux compromis, voire même à des alliances sur la base d'un partage des responsabilités. On peut essayer de séduire ou de neutraliser un administrateur, de tourner ou tirer parti d'un règlement, d'influencer ou d'intimider un gestionnaire, voire même davantage : un grand nombre de politiques sociales ou de santé ont ainsi été le résultat d'un rapport dialectique entre l'apport des praticiens et celui des administrateurs. Or, c'est sans doute ce rapport, tout à la fois complexe et conflictuel, qui est en train de se casser avec les nouvelles technologies préventives. L'administration prend une autonomie à peu près complète parce qu'elle est à la maîtrise quasi absolue de la technologie nouvelle. L'opérateur de terrain apparaît comme un simple auxiliaire du gestionnaire qu'il alimente en information sur la base de cette activité de diagnostic-expertise que nous évoquions à l'instant. Ces informations sont alors stockées, traitées et distribuées sur des circuits complètement déconnectés de la pratique professionnelle, en particulier par l'intermédiaire de l'informatique et de la statistique. Comme l'écrit R. Castel, cela crée un déséquilibre fondamental : « Le rapport qui liait directement le fait de posséder un savoir sur un sujet et la possibilité d'intervenir sur lui (que ce fut un bien ou un mal) s'est brisé. Les praticiens sont complètement subordonnés aux objectifs d'une politique gestionnaire. Ils ne contrôlent plus l'usage des données qu'ils produisent ». C'est le gestionnaire qui dispose de toutes les cartes et peut mener le jeu, se trouvant en quelques sortes en amont et en aval de l'action.

Entre autres conséquences, R. Castel postule que cela marquerait définitivement la fin des stratégies de lutte et d'innovation, si classiques dans l'histoire du travail social. L'hypothèse que nous avons été très tôt tentés d'accepter, c'est celle consistant à voir *de facto* dans l'expérience d'« Entr'actifs » une tentative pour sortir de ce paradigme préventif. Nous écrivons « *de facto* » car, comme nous avons eu largement l'occasion de le souligner, l'action d'« Entr'actifs », et les formes de cette action, n'ont répondu à l'établissement d'aucun plan prédéfini, ni ne sont la simple application d'une théorie du fonctionnement du monde social

déjà arrêtée. Aussi, ce qui avait été marginalement ébauché dans le cadre de « L'escale » prit en quelques sortes de lui-même une toute autre dimension lorsque s'est produite la sortie effective du cadre institutionnel, mais surtout lorsque le principe de l'organisation égalitaire a été posé. « Entr'actifs » est à cet égard un mélange de retour à la tradition du travail social et d'innovation. Mélange de tradition et de modernité, qui n'est pas simple addition hasardeuse du vieux avec le nouveau, mais bien une combinaison originale parvenant efficacement à s'extraire du paradigme préventif de l'assistance.

Retour vers le travail social classique car la prise en charge de ceux qui, dans l'association, ont pu rencontrer des difficultés s'est faite selon la réactivation de pratiques relevant de la tutelle. C'est notamment E. Sénégas qui incarne le plus cette réactivation : elle reste la confidente privilégiée de ceux qui rencontrent des difficultés, elle continue à se tenir au courant des « dossiers » des uns ou des autres bien qu'elle n'en ait plus la charge, et régulièrement elle entame ou facilite ou accompagne les démarches administratives de certains membres. Mais, la tutelle, c'est effectivement la prise en charge complète de la personne, mais c'est aussi l'idée que pour agir sur autrui, il faut en avoir une connaissance personnelle. Or, cette dimension de la tutelle, lorsqu'on y regarde bien, l'on se rend compte qu'elle est l'un des principaux *leitmotive* du discours de l'association dans son ensemble : si on ne se connaît pas, on ne pourra pas agir ensemble, les uns avec les autres, et les uns sur les autres. On ne peut prétendre agir sur, ou même tout simplement parler sur, les personnes en difficultés, sans les rencontrer, sans leur parler, sans les connaître. Ainsi étendue, la fonction de tutelle se transforme en principe d'« intimité compétente ». « Entr'actifs » a non seulement constitué un espace où pouvait plus librement se déployer cette pratique tutélaire, mais l'association a également été le lieu de la métamorphose de son principe de fonctionnement : ni destinée à être monopolisée par certains et à se structurer sur mode verticale, la tutelle doit être à la charge de tous, et se diffuser horizontalement de proche en proche. Ainsi, lorsque nous avons commencé à observer l'association, il n'a pas été rare qu'E. Sénégas nous informe des difficultés que les uns traversaient, ou par lesquelles autres étaient passés. Ce faisant, elle ne trahissait pas la confiance des personnes concernées, et elle ne cherchait pas à nous dresser un portrait misérabiliste que nous aurions pu utiliser de manière profitable dans notre travail. Non, l'objectif était que nous puissions les comprendre : « *Si je vous dis ça, c'est pour que vous compreniez. Si vous les connaissez pas, vous pourrez pas comprendre* ».

Pour ce qui est de l'innovation, elle provient essentiellement du fait que alors que le travail social s'est toujours construit et pensé sur le mode de « l'agir sur autrui », « Entr'actifs » s'est organisé de manière égalitaire ; contestant de la sorte cet « agir sur autrui », et la

légitimité de son fondement, au nom d'un « agir avec autrui ». Cette affirmation peut paraître sans conséquence mais, en orientant l'action de l'association sur la thématique de la citoyenneté, elle a finalement donné à l'association la possibilité de ne pas se retrouver placée dans un rapport de subordination à l'égard d'un ou plusieurs administrateurs ; et au travers de cela, elle a eu la possibilité de se maintenir à l'écart de la logique gestionnaire qui domine aujourd'hui l'existence du travail social. Le « *tous égaux* » d'« Entr'actifs » ne résonne plus dès lors de la même manière, et ne provoque plus la même réaction chez l'analyste : la question de savoir si cette égalité est véritablement vraie, jusqu'à quel point elle est vraie, voire même si elle ne l'est pas du tout, et si cette bande de « marginaux un peu trop excités » ne font pas que se payer de mots, perd ainsi tout son sens. En effet, pour celui qui s'intéresse aux opportunités dont disposent (ou ne disposent pas) aujourd'hui tous ces travailleurs sociaux frustrés de ne pas pouvoir accomplir ce qu'ils considèrent comme leur mission – à savoir : aider l'autre –, le « tous égaux » d'« Entr'actifs » est juste l'affirmation de l'irréductibilité de ce qu'ils font ensemble aux stratégies, cadres de pensée, dispositifs et instruments du paradigme « préventif » de l'assistance : à « Entr'actifs », il n'y a plus de praticiens-experts en mesure de diagnostiquer les individus, dresser leur profil, et leur faire suivre des parcours, et il n'y a plus non plus de populations sur lesquelles on disposerait de connaissances permettant de constituer statiquement des types de populations à risque. Par ailleurs, comme on a pu déjà l'indiquer à plusieurs reprises, si « Entr'actifs » est en continuel conflit avec les acteurs institutionnels (du territoire notamment, mais pas uniquement), c'est aussi parce qu'elle est perpétuellement en relation avec eux. En se plaçant en dehors des circuits institutionnels de l'insertion, « Entr'actifs » n'a pas tourné le dos aux institutions, elle s'est juste donné les moyens de retrouver un type de relation, plus similaire à celui qu'entretenait avant les années 1980 les travailleurs sociaux et les administrateurs.

Ensuite et pour terminer, nous aimerions faire deux remarques, plus brèves, sur la nature du geste démocratique ainsi que sur la forme du mouvement démocratique, tous deux dessinés par cette association dite « citoyenne ». Tout d'abord, ce petit groupe de personnes revendique, comme base de l'affirmation citoyenne des individus, une autonomie dans l'espace et dans le temps. Si leur association est *politique*, c'est dans le sens où leur action tend, au travers d'une affirmation égalitaire, à se réapproprier cette autonomie. En d'autres termes, c'est de par son indépendance et son autonomie que l'association a été capable de transformer les individus qui la composent ; ce à quoi, bien souvent, renoncent dans les faits, la plupart des instances officielles en charge de l'accompagnement et de l'insertion. Deuxièmement, « Entr'actifs » nous rappelle que la citoyenneté n'est pas uniquement le

synonyme de l'*intégration* ; qu'il s'agisse de l'intégration à un corps électoral ou à un corps de producteurs. La citoyenneté est une force, un mouvement grâce auquel les individus échappent à leur condition, de manière incontrôlée et incontrôlable, souvent éphémère mais sans cesse renouvelée. Aller vers la citoyenneté, c'est devenir « un Un, qui n'est pas un Soi, mais la relation d'un Soi à un Autre » (Rancière 2007, p. 118), une *subjectivation* qui permet à l'individu de ne plus être réduit à un être socialement déterminé ; une subjectivation qui lui de devenir, non seulement l'acteur, mais l'auteur de sa propre émancipation.

« Entr'actifs » appartient à ces mouvements spontanés et difficilement cernables qui font le propre des démocraties. On peut s'offusquer ou ignorer ce que ce mouvement nous dit des manières d'agir et de faire du gouvernement, mais jamais l'empêcher d'exister et de questionner encore et toujours, la place des hommes dans le régime de la nécessité économique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Arendt H. (1995), *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris : Seuil.
- Breaugh M. (2006), « Le lien social entre utopie et démocratie », in Kupiec A. Fassin E. (dir.), *Critique de la politique autour de Miguel Abensour*, Paris : Sens et Tonka.
- Breaugh M. (2007), *L'expérience plébéienne. Une histoire discontinuée de la liberté politique*, Paris : Payot & Rivages (« Critique de la politique »).
- Castel R. (1984), « De la dangerosité au risque », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 47, n°1, pp. 119-127.
- Dellaporta D. Diani M. (2006), *Social movements: an introduction*, Oxford : Blackwell, (2nd ed. / 1ère éd. 1998)
- Esprit*, « Pourquoi le travail social ? », avril/mai 1972.
- Jones C. O. (1984), *An introduction to the study of public policy*, Monterey: Cole publishing company.
- Jouve B. (2006), « L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement », *Géographie, économie, société*, vol. 8, pp. 5-15.
- Mathieu L. (2002) « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, n°1, pp. 75-99.
- Michels R. (1971), *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris : Flammarion (1^{ère} éd. 1915).
- Mouchard D. (2002) « Politique délibérative » et logiques de mobilisation. Le cas d'Agir ensemble contre le chômage », *Politix*, vol. 15, n° 57, pp. 125 – 145.
- Mouchard D. (2009), *Être représenté. Mobilisation "d'exclus" dans la France des années 1990*, Paris : Economica.
- Rancière J. (2007), *Aux bords du politique*, Paris : Gallimard (« folio essais ») (3ème éd. / 1ère éd. La Fabrique, 1998).
- Weil P. (2004), *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris : Gallimard (« folio histoire ») (2ème éd. Refondue / 1ère éd. Calmann-Lévy, 1991).